

Le WEF sauvera-t-il les exportations suisses?

GUERRE COMMERCIALE Toujours aucune percée sur le front des négociations avec Washington. Selon une ancienne ambassadrice américaine, il faudra en tout cas patienter jusqu'au prochain Forum économique mondial (WEF). En attendant, on s'active en coulisses

ALINE BASSIN

«Guy, mon frère Guy, ne vois-tu rien venir?» De nombreux exportateurs ruminent peut-être amèrement cette adaptation d'une célèbre citation extraite de *Barbe Bleue* de Charles Perrault, évoquant une interminable et angoissante attente.

Le choc encaissé, le Conseil fédéral avait en effet dans un premier temps fixé comme échéance fin octobre pour arracher à Donald Trump une baisse des droits de douane de 39% infligées début août aux exportations helvétiques (hors pharma et or). Avant de se résigner à repousser ce délai jusqu'à nouvel avis.

«Les échanges diplomatiques et politiques se poursuivront afin d'obtenir une réduction rapide des droits de douane supplémentaires», a commenté le 17 octobre auprès de la RTS Guy Parmelin. Désormais en charge des négociations, le ministre de l'Economie a ajouté que la Confédération «attend un signal des Etats-Unis». Une nouvelle offre a été

transmise à la Maison-Blanche début septembre pour ramener le président américain à de meilleurs sentiments.

Sans résultat apparent pour l'heure. Et les entreprises touchées commencent à trouver le temps bien long. «Le seul qui peut débloquer la situation, c'est Donald Trump», constate Philippe Cordonier, directeur romand de Swissmem, l'organisation faîtière de l'industrie des machines, des équipements et des métaux. Nous savons qu'il a de nombreux dossiers sur la table et que nous ne sommes pas sa priorité».

Une délégation aux Etats-Unis

Un avis partagé par l'ancienne ambassadrice américaine Suzi LeVine, qui ne croit pas à une percée imminente à moins d'un événement «dramatique». Pour la démocrate qui a officié en Suisse sous Barack Obama, le prochain Forum économique mondial qui aura lieu du 19 au 23 janvier à Davos représente une

opportunité pour mener de nouvelles discussions avec les autorités américaines. «Avec le WEF, la Suisse a une scène et [le président américain Donald] Trump aime les scènes», relève-t-elle dans un entretien diffusé vendredi par les journaux du groupe CH Media. Il y a une semaine, le même média annonçait que le républicain se serait invité à l'événement.

«Nous avons beaucoup trop peu de contacts dans l'entourage de Donald Trump»

SIMON MICHEL, PATRON D'YPSOMED ET CONSEILLER NATIONAL (PLR/SO)

«Il faut un «showtime» et le WEF est en effet parfait pour cela», estime le conseiller national Simon Michel (PLR/SO). A la tête de la société bernoise Yps-

med, active dans les dispositifs pour traiter le diabète, l'entrepreneur n'attend pas non plus un règlement avant cette échéance, qu'il s'agit de préparer en amont.

La semaine prochaine, avec d'autres membres de l'Association parlementaire Suisse-Etats-Unis, Simon Michel s'envolera outre-Atlantique. La délégation entend fournir un intense travail de lobbying. «Nous avons beaucoup trop peu de contacts dans l'entourage de Donald Trump», déplore l'élu libéral-radical qui commencera son voyage par la Caroline du Nord. C'est là que sera érigée son usine américaine, un projet à 200 millions qui était déjà dans les tuyaux mais qu'il entend accélérer. A cette occasion, il échangera notamment avec le gouverneur de cet Etat en mains républicaines. Selon lui, de telles rencontres sont aussi clés et doivent être davantage soignées.

La balle est de toute manière dans le camp de Donald Trump. Et de lui seul. Le président républicain a-t-il seulement lu la deu-

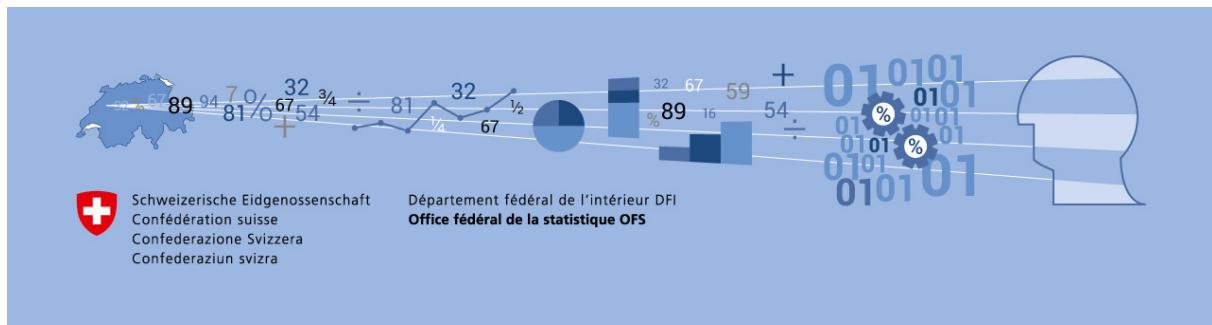
xième copie que le Conseil fédéral lui a transmise? Qualifiée d'«offre optimisée» par ses auteurs, cette mouture fait l'objet de nombreuses spéculations. Au début du mois, l'agence Reuters évoquait des engagements pour environ 6 milliards de dollars de la part de différents acteurs énergétiques suisses, dont la société d'investissement Partners Group et le négociant en matières premières genevois Mercuria. Les principaux intéressés n'ont pas confirmé.

Les raffineurs d'or en première ligne

Les raffineurs d'or dont l'activité a creusé le déficit américain entre novembre et avril figurent à cet égard en première ligne. En septembre, le Genevois MKS avait confirmé au *Temps* il y a un mois être ouvert à déplacer une partie de ses activités aux Etats-Unis. Interpellé il y a une semaine, le responsable de la faîtière du secteur confirmait que des propositions avaient été faites au Conseil fédéral, rappe-

lant que toute concession devait aussi avoir un sens économique pour les entreprises concernées.

Faudra-t-il se résigner à attendre le WEF? «Pour moi, c'est beaucoup trop tard, car il y a des sociétés qui souffrent énormément. Sans oublier que la présence de Donald Trump n'a pas été confirmée officiellement», répond Rahul Sahgal, président de la chambre de commerce Suisse-Etats-Unis. Philippe Cordonier ne le détrônera pas, lui qui a l'impression que la classe politique n'a pas compris l'urgence et la gravité de la situation et dont l'organisation attend une «amélioration des conditions-cadres pour les entreprises». «Le Conseil fédéral a chargé les départements d'examiner les mesures administratives et réglementaires susceptibles d'alléger la charge pesant sur l'économie afin de renforcer la place économique suisse», rappelle un porte-parole du Département de l'économie. Selon lui, «le Conseil fédéral devrait se pencher une première fois sur les résultats avant le début de l'hiver». ■



Communiqué de presse

Embargo: 3.11.2025, 8h30

05 Prix

Indice suisse des prix à la consommation en octobre 2025

Les prix à la consommation ont diminué de 0,3% en octobre

En octobre 2025, l'indice des prix à la consommation (IPC) a baissé de 0,3% par rapport au mois précédent, pour s'établir à 107,2 points (décembre 2020 = 100). Par rapport au mois correspondant de l'année précédente, le renchérissement s'est chiffré à +0,1%. Ces chiffres ont été établis par l'Office fédéral de la statistique (OFS).

La baisse de 0,3% par rapport au mois précédent s'explique par plusieurs facteurs, dont la diminution des prix pour l'hôtellerie et pour les voyages à forfait internationaux. Ont également diminué les prix de location de véhicules personnels. En revanche, les prix de l'habillement et des chaussures ont augmenté, tout comme ceux de l'entretien et la conciergerie.

Résultats principaux octobre 2025	Niveau de l'indice Base déc. 2020 = 100	Variation en % par rapport au mois précédent	Variation en % par rapport à octobre 2024
IPC: Total	107,2	-0,3	+0,1
- Inflation sous-jacente *	105,6	-0,2	+0,5
- Produits indigènes	107,2	-0,2	+0,5
- Produits importés	106,8	-0,5	-1,3

* Inflation sous-jacente 1: total sans produits frais et saisonniers, énergie et carburants

Indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH)

En octobre 2025, l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) de la Suisse se situait à 107,55 points (base 2015 = 100), ce qui représente une variation de 0,0% par rapport au mois précédent et de +0,1% par rapport au même mois de l'année précédente.

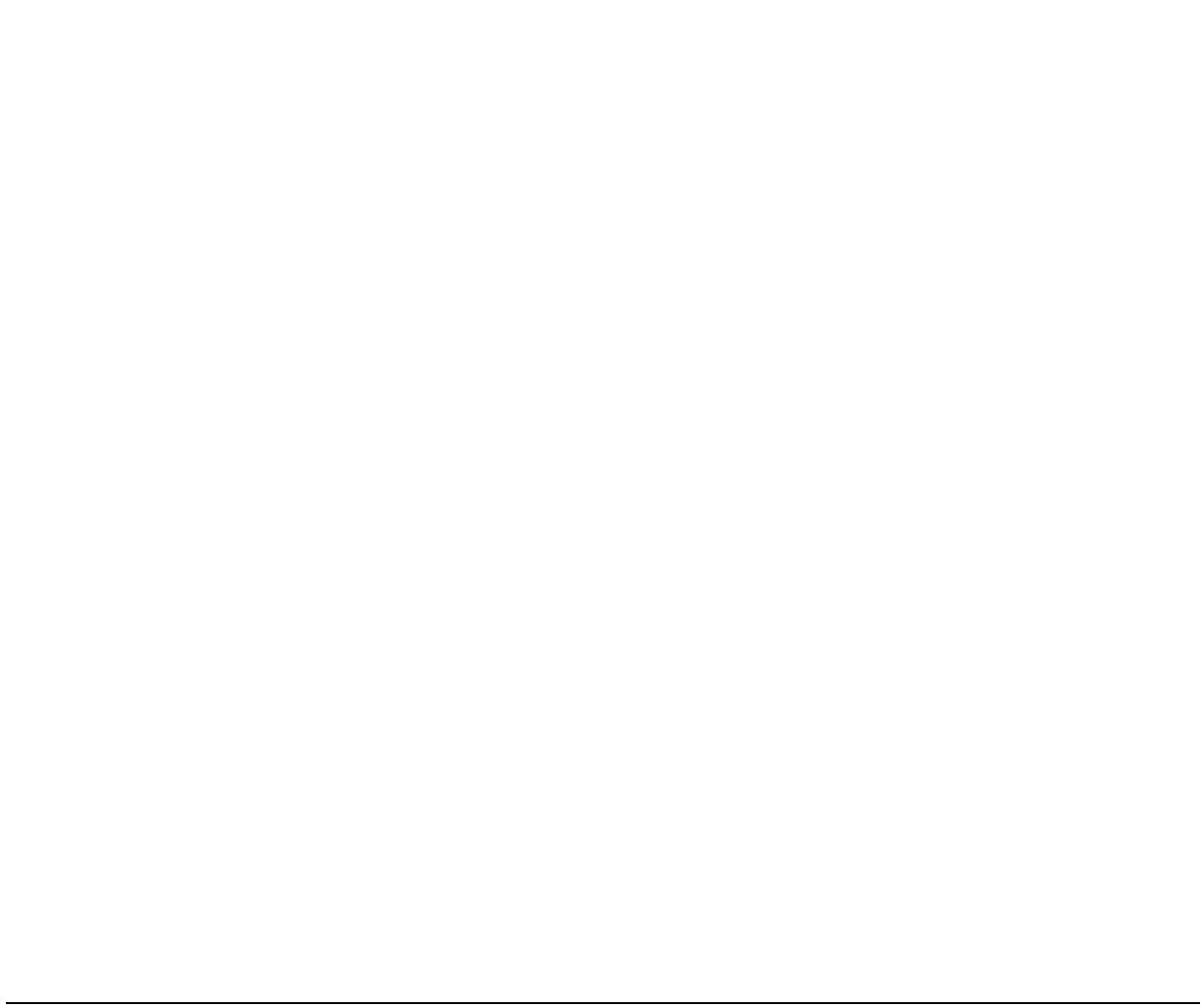
L'IPCH est un indicateur de renchérissement supplémentaire établi selon une méthodologie commune aux pays membres de l'Union européenne (UE). Il permet de comparer le renchérissement en Suisse avec celui des pays européens.

Les résultats sont publiés par Eurostat, l'office statistique de l'UE, selon un calendrier préétabli. L'OFS publie un comparatif entre le renchérissement en Suisse et en Europe sur le site www.ipch.bfs.admin.ch. Une note méthodologique ainsi que la pondération 2025 du panier-type de l'IPCH suisse y sont également disponibles.

Les IPCH des autres pays européens du mois d'octobre 2025 seront publiés par Eurostat le 19 novembre 2025. Retrouvez tous les résultats des IPCH sur le site internet d'Eurostat à l'adresse suivante: <https://ec.europa.eu/eurostat/fr/web/hicp>

Révision 2025 de l'indice des prix à la consommation

Tous les cinq ans, les méthodes et structures nécessaires pour produire l'indice des prix à la consommation sont révisées afin de maintenir la pertinence, l'actualité et la qualité des résultats publiés. Des informations générales sur le contenu de la révision en cours sont disponibles sur notre site Internet [Révisions | Office fédéral de la statistique - OFS](#). L'indice démarrera sur une nouvelle base (= 100) en décembre 2025 et les changements seront introduits en production dès janvier 2026. Parmi ceux-ci, citons une nouvelle nomenclature internationale (COICOP 2018) et un panier-type adapté. La [COICOP 2018](#) est la classification internationalement reconnue des dépenses des ménages pour les biens et services destinés à la consommation. Elle fournit une structure cohérente pour regrouper les biens et services dans l'IPC. Son implémentation est impérative pour permettre une comparaison internationale. Le panier-type de l'IPC au niveau détaillé a également été adapté suite à l'implémentation de la nouvelle nomenclature: ceci permet de refléter correctement les changements de modes de consommation des ménages et l'apparition de nouveaux produits au niveau fin. L'implémentation de la COICOP 2018 et du nouveau panier-type n'aura aucune incidence sur les résultats passés au niveau du total; elle pourra cependant avoir un impact sur les résultats rétrospectifs détaillés. De plus amples informations sur les changements implémentés seront communiquées début 2026 lors de la première publication des résultats.



Renseignements

Info IPC, OFS, Section Prix, tél.: +41 58 463 69 00, e-mail: LIK@ bfs.admin.ch
Service des médias OFS, tél.: +41 58 463 60 13, e-mail: media@ bfs.admin.ch

Offre en ligne

Autres informations et publications: www.ipc.bfs.admin.ch

La statistique compte pour vous: www.la-statistique-compte.ch

Abonnement aux NewsMails de l'OFS: www.news-stat.admin.ch

Le site de l'OFS: www.statistique.ch

Accès aux résultats

Ce communiqué est conforme aux principes du Code de bonnes pratiques de la statistique européenne. Ce dernier définit les bases qui assurent l'indépendance, l'intégrité et la responsabilité des services statistiques nationaux et communautaires. Les accès privilégiés sont contrôlés et placés sous embargo.

Les résultats de l'IPC ont été envoyés quatre jours ouvrés avant leur publication à la Banque nationale suisse (BNS), comme l'exigent la législation en vigueur et les tâches de politique monétaire de cette dernière. Les agences de presse ont reçu ce communiqué avec un embargo de 15 minutes.

En raison de l'établissement des prévisions conjoncturelles et de l'estimation trimestrielle du PIB, le Secrétariat d'État à l'économie (SECO) reçoit également les résultats quatre jours ouvrés avant leur publication.

Indices et variations en octobre 2025

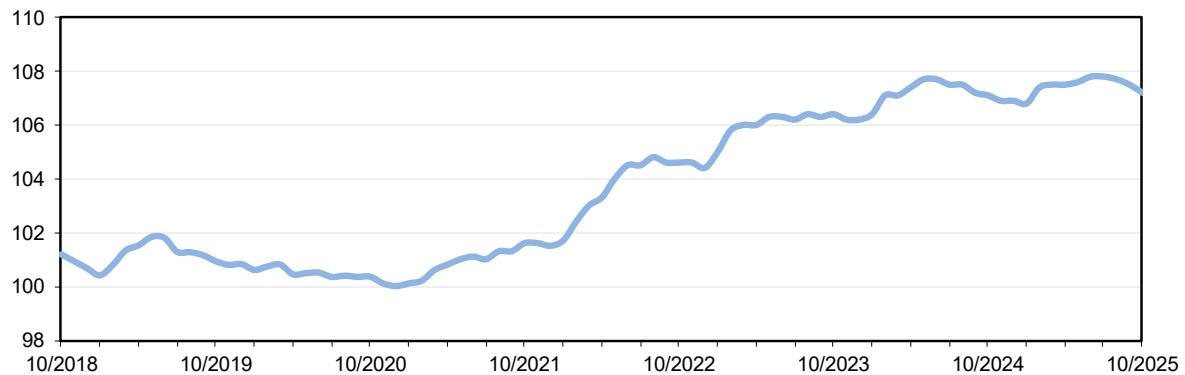
Position	Poids en %	Indice	Variation en % par rapport		Contribution à la variation par rapport au mois précédent
			au mois précédent	à octobre 2024	
Total	100,000	107,2	-0,3	0,1	-0,255
Groupes principaux					
Alimentation et boissons non alcoolisées	10,366	106,5	-0,5	-0,5	-0,049
Boissons alcoolisées et tabacs	2,548	106,2	0,0	1,2	0,000
Habillement et chaussures	2,601	103,8	1,8	-0,4	0,046
Logement et énergie	27,000	114,5	0,1	0,8	0,020
Équipement ménager et entretien courant	3,113	103,8	-0,5	-1,8	-0,015
Santé	15,637	98,1	-0,1	-0,1	-0,021
Transports	11,252	108,5	-0,5	-1,7	-0,060
Communications	2,592	97,7	0,0	0,0	0,000
Loisirs et culture	8,875	108,1	-1,5	0,7	-0,141
Enseignement	0,789	106,3	0,0	2,6	0,000
Restaurants et hôtels	9,470	110,0	-0,5	1,3	-0,046
Autres biens et services	5,757	104,6	0,2	0,0	0,012
Type de produits					
Biens	38,076	107,0	-0,2	-1,6	-0,059
Biens non durables	24,969	109,5	-0,3	-1,6	-0,065
Biens semi-durables	4,957	103,9	0,8	-0,8	0,037
Biens durables	8,150	101,7	-0,4	-2,1	-0,030
Services	61,924	106,9	-0,3	1,1	-0,196
Services privés	51,201	107,9	-0,4	1,3	-0,198
Services publics	10,723	102,5	0,0	0,5	0,002
Provenance des produits					
Produits indigènes	77,083	107,2	-0,2	0,5	-0,150
Produits importés	22,917	106,8	-0,5	-1,3	-0,105
Classifications supplémentaires					
Santé	15,637	98,1	-0,1	-0,1	-0,021
Indice sans santé	84,363	109,0	-0,3	0,1	-0,233
Loyer du logement	19,889	110,3	0,0	1,9	0,000
Indice sans loyer du logement	80,111	106,5	-0,3	-0,3	-0,255
Produits pétroliers	2,352	125,4	-0,4	-3,3	-0,010
Indice sans produits pétroliers	97,648	106,7	-0,3	0,2	-0,245
Tabacs	1,625	106,9	0,0	2,3	-0,001
Indice sans tabacs	98,375	107,2	-0,3	0,1	-0,254
Boissons alcoolisées	1,941	106,7	0,1	0,4	0,002
Indice sans boissons alcoolisées	98,059	107,2	-0,3	0,1	-0,257
Habillement et chaussures	2,601	103,8	1,8	-0,4	0,046
Indice sans habillement et chaussures	97,399	107,3	-0,3	0,1	-0,301
Prix administrés	25,618	104,4	-0,1	-0,5	-0,018
Indice sans prix administrés	74,382	108,2	-0,3	0,3	-0,237
Inflation sous-jacente 1 ¹	89,698	105,6	-0,2	0,5	-0,144
Produits frais et saisonniers	4,818	107,0	-2,0	-1,2	-0,099
Energie et carburants	5,484	135,2	-0,2	-5,2	-0,012
Inflation sous-jacente 2 ²	67,037	107,5	-0,2	0,5	-0,132

¹ inflation sous-jacente 1 = Total sans produits frais et saisonniers, énergie et carburants² inflation sous-jacente 2 = inflation sous-jacente 1 sans produits dont les prix sont administrés

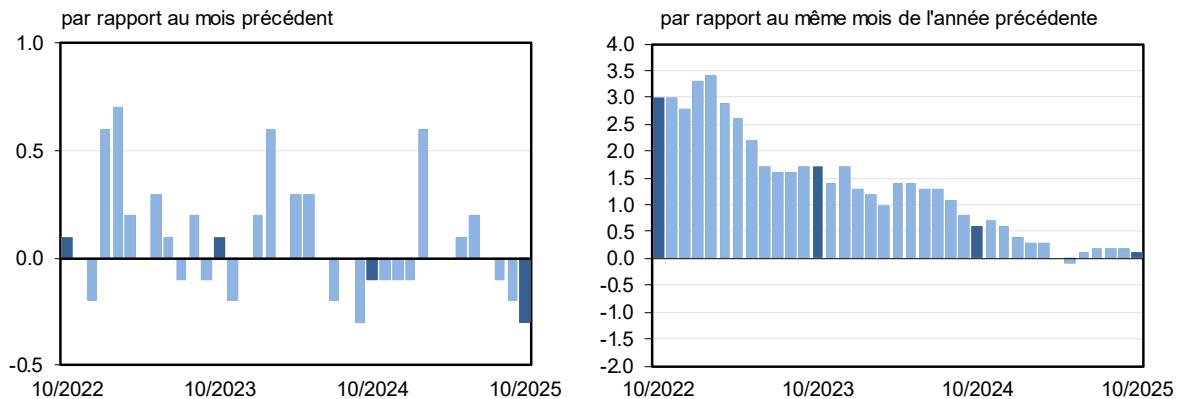
Contributions importantes à la variation de l'indice global en octobre 2025

Positions	Contribution à la variation de l'indice global par rapport à l'enquête précédente	Poids en %	Indice	Variation par rapport au mois précédent en %	Variation par rapport au même mois de l'année précédente en %
Voyages à forfait internationaux	-0,137	1,942	137,5	-6,2	0,3
Hôtellerie	-0,058	1,572	119,9	-3,5	0,7
Location de véhicules personnels	-0,032	0,196	76,8	-16,3	-9,5
Médicaments	-0,015	3,350	89,9	-0,4	-2,3
Légumes-fruits	-0,014	0,205	120,7	-4,8	-1,6
Voitures neuves	-0,011	2,619	103,5	-0,4	-1,2
Matériel sanitaire	-0,007	0,235	78,5	-2,8	-6,1
Essence	-0,007	1,265	119,4	-0,6	-3,6
Gaz	-0,006	0,670	152,9	-0,8	-3,5
Légumes-salades	-0,006	0,158	88,4	-3,6	-12,0
Pommes de terre	-0,006	0,074	98,7	-6,5	2,5
Meubles de séjour et de bureau	-0,006	0,333	106,4	-2,0	-4,3
Viande de boeuf	-0,005	0,398	106,0	-1,2	1,7
[...]					
Accessoires pour l'habillement	0,005	0,126	102,7	4,1	-3,0
Repas dans les restaurants et cafés	0,007	3,509	109,6	0,2	1,5
Vestes pour hommes	0,008	0,113	105,5	7,4	3,8
Chaussures pour femmes	0,008	0,249	110,5	3,4	0,6
Autres imprimés	0,008	0,057	111,1	15,3	2,4
Produits de soins du visage et maquillage	0,008	0,217	111,9	3,6	0,1
Chaussures pour hommes	0,010	0,209	107,4	5,1	1,6
Manteaux et vestes pour femmes	0,019	0,183	108,0	10,9	1,1
Entretien et conciergerie	0,021	1,116	108,0	1,9	1,9

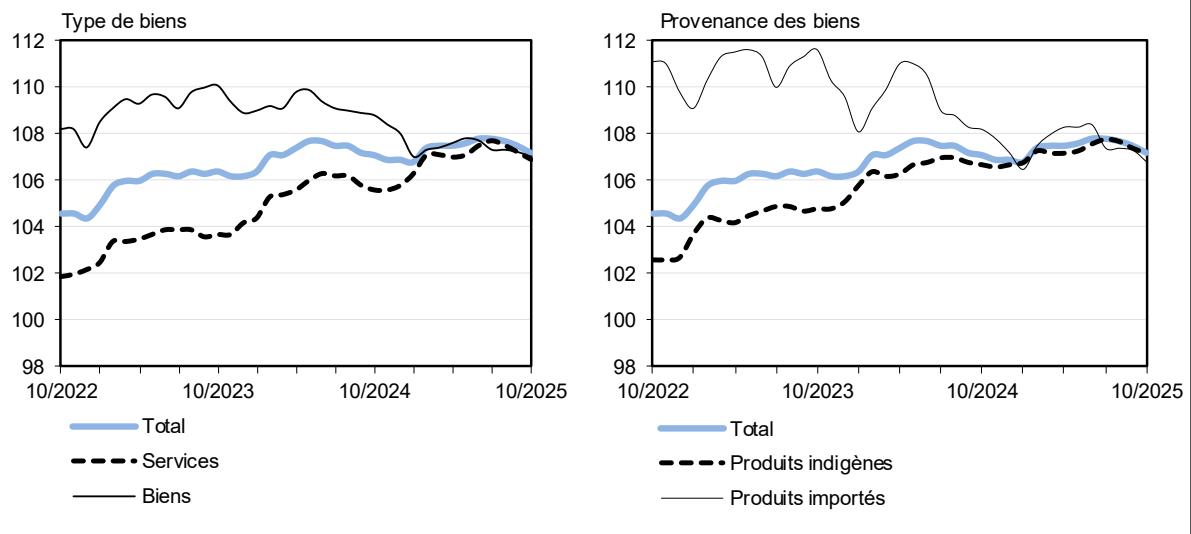
G1 Indice des prix à la consommation (décembre 2020 = 100): évolution de l'indice



G2 Indice des prix à la consommation: variation en %



G3 Indice des prix à la consommation (décembre 2020 = 100): type et provenance des biens



© OFS / BFS / UST

STATISTIQUES CANTONALES

ACTUALITÉS

- 03.11.25 - Baisse des prix à la consommation de 0,3 % à Genève en octobre et évolution des prix du gaz

En octobre 2025, l'indice genevois des prix à la consommation recule de 0,3 % en un mois pour s'établir à 106,0 points (base décembre 2020 = 100). Il s'accroît de 0,3 % par rapport à octobre 2024. La variation annuelle moyenne se fixe à + 0,3 %.

Parmi les baisses, les prix du groupe *loisirs et culture* exercent l'effet le plus marqué sur l'indice total en reculant de 1,5 % en un mois (+ 0,8 % en un an). La principale raison est l'évolution saisonnière des tarifs des *voyages à forfait* (pour en savoir plus) qui se replient de 5,8 % en un mois (+ 0,9 % en un an). Les prix de l'*énergie* fléchissent de 2,7 % en un mois (- 10,0 % en un an) sous l'effet des prix du *gaz* (- 10,6 % depuis le dernier changement de prix en janvier 2024). Cette diminution fait suite à des ajustements par les Services industriels de Genève (SIG) de leurs tarifs résultant d'une situation moins tendue sur les marchés après les explosions de prix en 2022. Le *mazout* (- 2,3 % en un mois ; - 3,9 % en un an) et le *chauffage à distance* (- 6,4 % depuis le dernier changement de prix en janvier 2025 ; - 9,1 % en un an) participent également au fléchissement de l'indice de ce groupe.

Les prix de l'*hôtellerie* (- 3,5 % en un mois ; + 0,7 % en un an) et ceux de l'*alimentation* (- 0,5 % en un mois ; - 0,9 % en un an) reculent également.

Parmi les hausses, les prix de l'*habillement* augmentent de 1,1 % en un mois (- 0,8 % en un an), suite à l'introduction des collections d'hiver, notamment des *manteaux et vestes pour femmes* (+ 10,9 % en un mois ; + 1,1 % en un an).

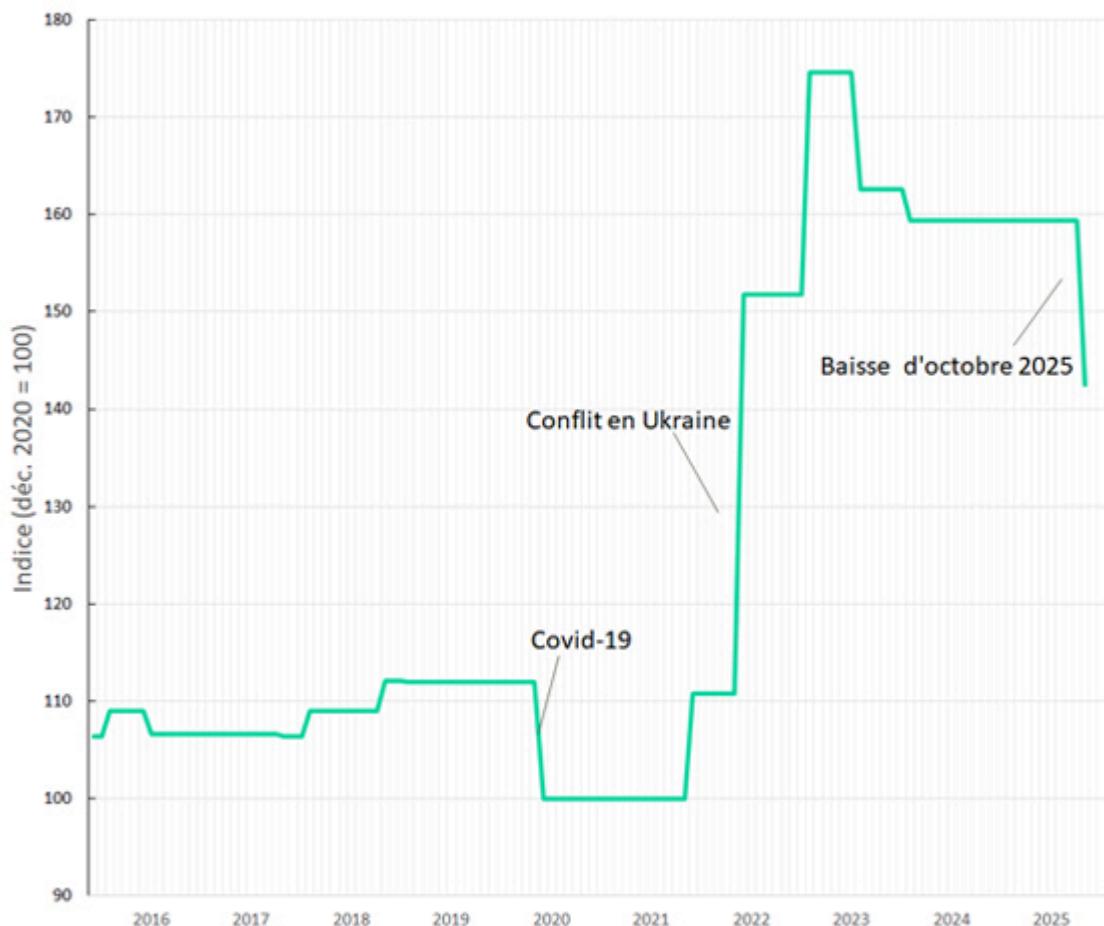
Thème du mois

Évolution du prix du gaz

Le prix du gaz évolue généralement en fonction des conditions du marché de l'énergie. À Genève, il est fixé par les SIG. Il représente 20,0 % du groupe *énergie* dans l'indice genevois des prix à la consommation.

En dix ans, les tarifs du gaz ont progressé de 34,0 %. Après une période relativement stable entre 2015 et 2020 (+ 5,2 % entre octobre 2015 et janvier 2020), les prix ont fortement fléchi en mai 2020 (- 10,7 %) sous l'effet de la pandémie de Covid-19. En 2022, le déclenchement du conflit en Ukraine a provoqué une explosion des prix, culminant avec une hausse record de 37,1 % en mai. La baisse enregistrée ce mois-ci (- 10,6 %) est la plus importante depuis 2020 et la troisième plus importante depuis mai 2000 (voir la publication).

Indice genevois des prix à la consommation. Prix du gaz, depuis octobre 2015
Chiffres mensuels, en point



Source : OFS / OCSTAT - Indice genevois des prix à la consommation © OCSTAT 03.11.2025

Prochaine publication sur ce thème : le 03 décembre 2025, à 09h00.

Les inquiétudes économiques se résorbent légèrement en Europe

Éric Albert

La croissance en zone euro a été de 0,2 % au troisième trimestre. La BCE estime que les incertitudes internationales commencent à se réduire

FLORENCE (ITALIE) - envoyé spécial

L'économie européenne opère une timide résistance. Au troisième trimestre, la croissance de la zone euro a progressé de 0,2 %, et même de 0,3 % pour l'ensemble de l'Union européenne (UE), selon les données publiées jeudi 30 octobre par Eurostat, l'office statistique de l'UE. C'est un peu plus fort qu'au trimestre précédent (0,1 % en zone euro et 0,2 % dans l'UE).

Deux pays en particulier tirent cette amélioration. Le premier est l'Espagne (+ 0,6 % au troisième trimestre), dont l' excellente santé économique se poursuit depuis la sortie du Covid. Le pays est notamment aidé par une forte immigration qui a permis d'augmenter la quantité de main-d'œuvre.

Le second est plus inattendu : la France a connu une croissance de 0,5 % au troisième trimestre. Certes, une large partie de l'explication vient de grosses exportations d'Airbus, qui ont nettement amélioré la balance commerciale et embellissent le tableau. Mais l'investissement des entreprises a également rebondi, à + 0,9 % au troisième trimestre, son niveau le plus fort depuis deux ans. « *Cela suggère que l'investissement est moins vulnérable à l'instabilité politique que ce qu'on pensait initialement* », estime Tomas Dvorak, du cabinet Oxford Economics.

Avec ces nouvelles positives, Christine Lagarde a fait preuve, jeudi, d'un relatif optimisme. « *Certains des risques pesant sur la croissance se sont atténués* », a estimé la présidente de la Banque centrale européenne (BCE). Le conseil des gouverneurs de la BCE, qui se réunissait à Florence, en Italie, jeudi, a annoncé un maintien du taux directeur à 2 %.

Mme Lagarde cite trois facteurs positifs. D'abord, Donald Trump et Xi Jinping, lors de leur rencontre, jeudi, en Corée du Sud, ont progressé dans leurs négociations commerciales. Trump a annoncé qu'il réduisait de 20 % à 10 % les droits de douane sur les produits chinois pouvant servir à fabriquer du fentanyl, une drogue de synthèse. Il affirme aussi que la Chine va suspendre son système de licences sur les terres rares, permettant de reprendre leurs exportations à grande échelle.

Ensuite, Mme Lagarde mentionne le cessez-le-feu à Gaza. Enfin, l'accord douanier signé en août entre les Etats-Unis et l'UE (15 % de droits de douane américains imposés unilatéralement sur les biens européens) réduit l'incertitude.

Deux déceptions

« *Attention, ces bonnes surprises pourraient ne pas durer* », avertit immédiatement M. Dvorak. Le léger rebond de la croissance européenne cache deux déceptions : les croissances de l'Allemagne et de l'Italie, respectivement première et troisième économies de la zone euro, ont stagné au troisième trimestre. Outre-Rhin, l'économie demeure atone depuis cinq ans et se situe au même niveau qu'avant la pandémie. C'est la pire performance sur cette période.

En Italie, la stabilité politique (la présidente du conseil des ministres, Giorgia Meloni, est au pouvoir depuis trois ans) et la réduction du déficit, sans doute sous la barre des 3 % du produit intérieur brut (PIB) dès 2026, ne suffisent pas à relancer la croissance. La base industrielle du pays dépend de deux grands marchés, l'Allemagne et les Etats-Unis. Le premier stagne et le second vient d'imposer d'importants droits de douane. Difficile dans ces conditions de connaître un fort rebond.

« *La croissance [européenne] est meilleure qu'attendu mais loin d'être impressionnante* », résume Jack Allen-Reynolds, du cabinet Capital Economics. Dans ses prévisions publiées en septembre, la BCE table sur une hausse du PIB de la zone euro de 1,2 % sur l'ensemble de l'année. L'incertitude politique demeure par ailleurs extrêmement forte. Même après la rencontre entre Donald Trump et Xi Jinping, les droits de douane américains

sur la Chine demeurent à 47 %. Si le spectre d'une grande guerre commerciale s'éloigne, les barrières douanières sont là pour durer. Quant au conflit en Ukraine, il continue à faire rage.

Pourtant, les perspectives en Allemagne et en Italie offrent des raisons d'espérer une amélioration. Outre-Rhin, le grand plan de relance, annoncé au début de l'année et voté cet été, devrait bientôt se concrétiser. Plusieurs centaines de milliards d'euros sont prévues dans la décennie à venir pour le secteur de la défense et dans les infrastructures. Les premiers effets devraient apparaître dans les chiffres macroéconomiques au quatrième trimestre ou début 2026 au plus tard.

Quant à l'Italie, « *l'économie s'est nettement améliorée [ces dernières années]* », souligne Fabio Panetta, le gouverneur de la Banque d'Italie. Il insiste sur la balance des paiements du pays, qui est l'addition de la balance commerciale des biens et des services et des flux financiers. Après de longues années de fort déficit, celle-ci affiche un important excédent. « *L'Italie est aujourd'hui un créateur net* », explique-t-il. « *Je sais bien qu'il est toujours plus à la mode de voir le côté négatif des choses*, conclut M^{me} Lagarde. *Mais quand il y a des éléments positifs, il faut les prendre en compte.* »

Les fonctionnaires en grève face aux coupes

ÉCONOMIES Des mesures budgétaires s'annoncent dans plusieurs cantons romands. Face aux déficits, les plans d'assainissement évoqués toucheront leurs employés, qui s'organisent. Vaudois et Genevois ont voté des grèves, suivant l'exemple de Fribourg

PAULINE RUMPF ET LORÈNE MESOT

Les coupes budgétaires semblent désormais inévitables. Alors que le déficit de l'Etat de Vaud se monte à 331 millions, le canton a annoncé des mesures d'économie à hauteur de 305 millions. Des baisses de charges sont prévues dans tous les départements, l'indexation a été suspendue et un prélèvement de 0,7% des salaires bruts a été annoncé, sans impact toutefois sur les annuités. Dans le canton de Genève, le déficit, historique, pourrait atteindre 740 millions de francs. Le projet de budget 2026 prévoit la suppression des annuités et l'absence d'indexation, et le Conseil d'Etat réfléchit encore à la façon de limiter les charges. De son côté, le canton de Fribourg a annoncé un plan d'assainissement devant permettre d'économiser 405 millions de francs sur trois ans; un référendum est en cours.

«Des défaillances graves de l'Etat»

La fonction publique tremble. Jeudi soir, à Genève, plusieurs centaines d'employés de l'Etat ont crié leur colère sous les fenêtres de l'Hôtel de Ville, alors même que le nouveau conseiller d'Etat Nicolas Walder prêtait serment devant le Grand Conseil. Le 1er octobre, 4000 travailleurs ont fait grève à Fribourg et une manifestation a réuni plus de 15 000 personnes, aux profils variés, à Lausanne, le lendemain. Un avant-goût du mois de novembre? Des grèves se dessinent sur les bords du Léman: à Genève, elle se tien-

dra le 11 novembre – après confirmation le 6 novembre – et les 18, 25 et 26 novembre dans le canton de Vaud, assorties de deux manifestations. Les syndicats vaudois préviennent déjà que la grève pourrait se poursuivre tant que le Conseil d'Etat ne proposera pas des garanties du retrait de ses mesures d'économie. «Cette mobilisation sera la grande bataille de ce premier quart de siècle», annonce la secrétaire syndicale de SUD Françoise Emmanuel Nicolet pour le canton de Vaud.

A travers la Suisse romande, les secteurs mobilisés se retrouvent dans une vision politique du service public

Les mesures cantonales interviennent alors que de nombreux services sont déjà fragilisés, alertent les syndicats du service public. A Genève, ont été évoqués jeudi soir l'augmentation du nombre de dossiers à l'Hospice général, le manque d'effectifs dans la police et les conditions de travail dans certains secteurs aux HUG et à l'IMAD. Parmi les critiques récurrentes: le fait de remplacer systématiquement des employés qui partent à la

retraite par des profils juniors, moins chers mais aussi moins expérimentés. Vincent Bircher, syndicaliste au SSP, a, par ailleurs, rappelé le cruel manque de ressources auxquelles fait face le Service de protection des mineurs: «Il y a ce soir à Genève, dans l'un des cantons les plus riches, des enfants qui dorment à l'hôpital ou qui doivent rester dans des familles dysfonctionnelles, faute de places dans des structures. Ce ne sont pas des simples complications organisationnelles, mais des défaillances graves de l'Etat.»

Dans le canton de Vaud, la contribution de crise sur les salaires touchera surtout les employés les plus âgés, une mesure critiquée par les syndicats. Ceux-ci dénoncent également une situation déjà tendue dans les domaines du social et de la santé publique et parapublique, qui connaissent des pénuries de personnel, ou encore un sous-effectif chronique au CHUV, un encadrement insuffisant dans certaines classes ou encore un besoin immense en matière d'accueil de la petite enfance.

A travers la Suisse romande, les secteurs mobilisés se retrouvent dans une vision politique du service public. Santé, social, écoles, petite enfance: celui-ci bénéficie à l'ensemble de la société et y toucher revient à paupériser la population, faisaient valoir à Lausanne syndicats et manifestants, y compris des non-fonctionnaires. Une vision également exprimée cet été lors des rassemblements, à la Vallée de Joux et à Château-d'Œx, contre les économies demandées aux pôles santé

regionaux. Aujourd'hui, syndicats vaudois et genevois demandent le retrait pur et simple de toutes les mesures d'économies impactant les conditions de travail et la qualité des prestations, et l'arrêt des baisses d'impôts pour les plus riches contribuables – ainsi que la suppression du frein à l'endettement côté vaudois.

L'enjeu? Susciter l'adhésion

Pour la fonction publique et la gauche, minoritaire aux parlements vaudois et genevois, l'enjeu est de parvenir à mobiliser et à générer de la sympathie dans la population, alors que les finances sont dans le rouge vif. Fin août, la Fédération des entreprises romandes dénonçait la concurrence exercée par le public – jugée déloyale pour le privé –, en particulier au bout du Léman. Au micro jeudi soir, Davide de Filippo de la Communauté genevoise d'action syndicale a fustigé «le sport favori de la droite», c'est-à-dire

«essayer de diviser les nantis de la fonction publique et les pauvres travailleurs du secteur privé». Les salaires du public tirent ceux du privé vers le haut, a-t-il plaidé.

Le directeur du Centre patronal vaudois Christophe Raymond décrit, lui, un secteur privé qui regarde avec perplexité ces revendications, rappelant que celui-ci ne connaît que peu d'automatismes en matière d'indexation ou d'annuités, hormis dans certaines CCT; «dans certaines activités, il n'a simplement pas les moyens de s'aligner», réagit-il. Geneviève Preti, présidente du Cartel intersyndical genevois, relativise: «Nous ne sommes pas en train de dire qu'il faut dépenser à tout-va, mais qu'il faut considérer les besoins. Les personnes privilégiées ont tout intérêt à y réfléchir. Genève est attractive parce que propre, sûre et avec un bon système d'éducation. Pour cela, il faut des prestations publiques de qualité.» ■

MOBILISATION

Faire grève, mais comment?

La grève vaudoise a été jugée légale pour les employés de l'Etat; dans le para-public, des démarches sont en cours. Certains services ne peuvent par ailleurs pas cesser leur activité, et réfléchissent à la bonne manière de montrer les muscles sans couper dans les prestations aux usagers. Dans les écoles obligatoires, un accueil doit être organisé, alors que dans le post-obligatoire, les cours des grévistes seront annulés. Les syndicats s'organisent également pour rembourser les retenues salariales de ceux qui le demanderont. ■ P. R.

700 Bewerbende auf eine Stelle: Weshalb finden junge Akademiker keine Jobs?

Schwieriger Karrierestart Die Arbeitslosigkeit bei Hochschulabsolventen steigt. IT und Banken sind besonders betroffen. Experten sehen mehrere Gründe, warum es Berufseinsteiger momentan so schwer haben.

Felix Rüdiger

Nach dem Master in Betriebswirtschaftslehre (BWL) an der Universität St. Gallen (HSG) möchte Maximilian Wörlein als Referent der Geschäftsleitung einer Firma arbeiten. Doch während der Masterarbeit wird ihm klar: «Es gibt momentan fast keine passenden Stellen in der Schweiz.»

An der HSG war es für BWL-Absolventen und -Absolventinnen üblich, sich durch die Wahl von Interviewpartnern und Fallstudien für die Masterarbeit bereits bei Arbeitgebern zu positionieren. «Man hatte dann einen Fuss in der Tür», sagt Wörlein. Doch heute sind Unternehmen zurückhaltender.

Wird doch mal eine Stelle ausgeschrieben, ist die Konkurrenz enorm. Ein Beispiel: Eine Position bei einem Schweizer Grossunternehmen bleibt 20 Stunden online. Über einen Kontakt erfährt Wörlein, dass in dieser Zeit 700 qualifizierte Bewerbungen eingehen. Oft erhalten er und seine Kommilitonen schon nach wenigen Minuten automatisierte Absagen – oder gar keine Antwort.

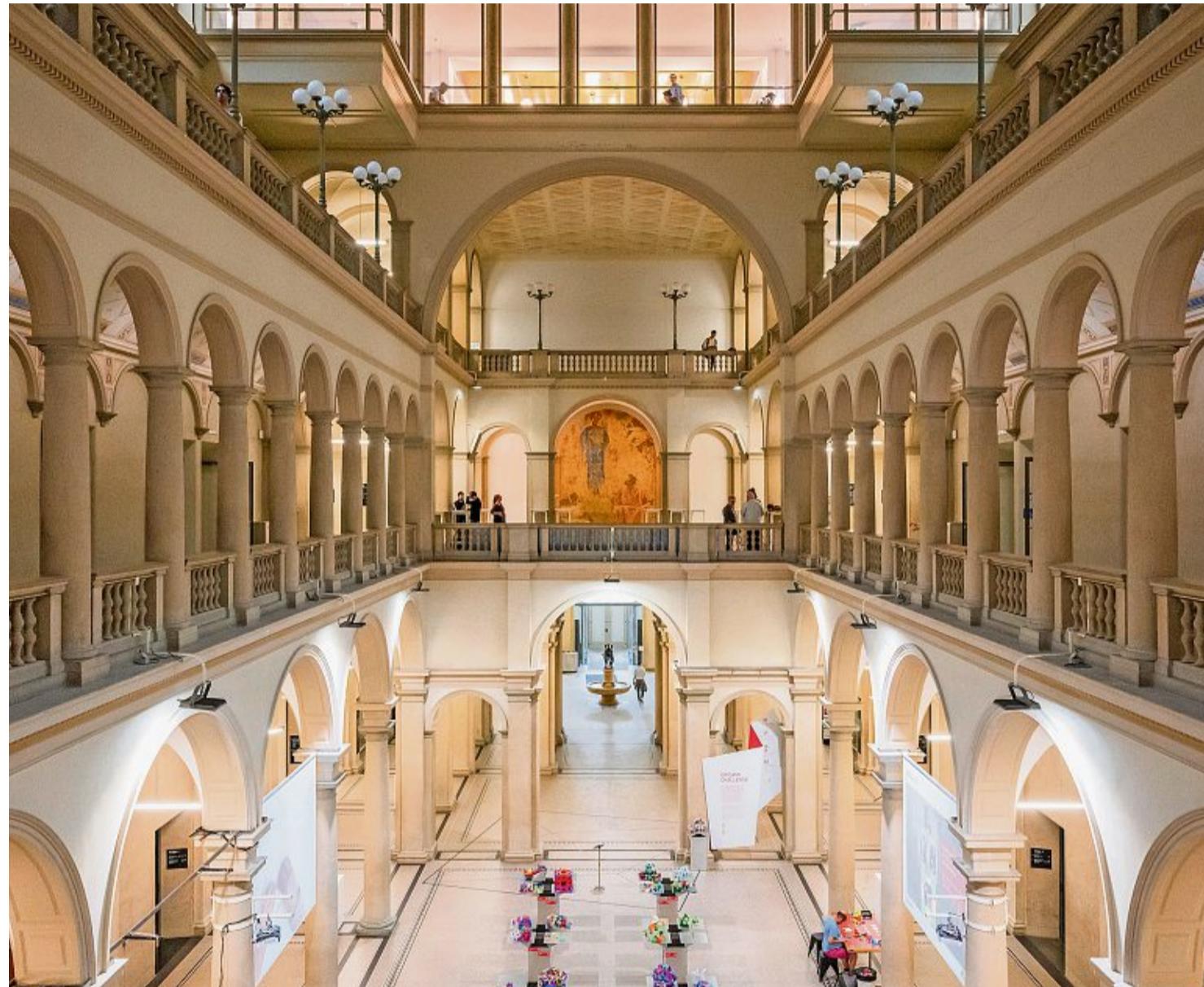
Gerd Winandi-Martin, Leiter der Career & Corporate Services der HSG, beobachtet seit 2023 eine deutliche Verschlechterung des Arbeitsmarkts für Hochschulabsolventen: «Nach dem Boom nach Corona hatten wir mit einer Normalisierung gerechnet. Dass sich die Lage so zusitztzt, war nicht absehbar.» Immer häufiger berichten Studierende, dass Unternehmen sie «ghosten»: Bewerbungen bleiben unbeantwortet, es gibt nicht einmal eine Absage.

Die Informatik ist besonders stark betroffen

Ein Studium galt lange als Jobgarantie. Doch die Zahlen zeigen, dass Hochschulabsolventen zunehmend von Unsicherheit betroffen sind. Die Arbeitslosenquote in der Schweiz stieg von 1,9 Prozent im September 2023 auf 2,8 Prozent zwei Jahre später – darunter zunehmend mehr mit Hochschulabschluss. Lag ihr Anteil laut Zahlen des Staatssekretariats für Wirtschaft (Seco) jahrelang bei etwa 27 Prozent, kletterte er seit 2022 auf über 34 Prozent. Im gleichen Zeitraum stieg der Anteil der Hochschulabsolventen und -absolventinnen an der erwerbstätigen Bevölkerung laut Bundesamt für Statistik nur um etwa ein Prozent. Akademiker und Akademikerinnen scheinen also besonders von steigender Arbeitslosigkeit betroffen zu sein.

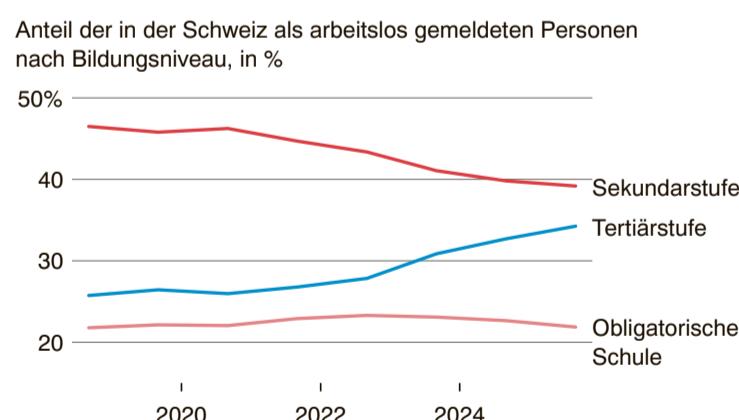
Junge Absolventen trifft es besonders hart. Laut dem Schweizer Netzwerk für Karriereberatungsstellen sank die Zahl der Einstiegsstellen für Uniabgänger im ersten Halbjahr 2025 um 17 Prozent im Vergleich zum Vorjahr. Zum Vergleich: Die Gesamtzahl ausgeschriebener Stellen in der Deutschschweiz ging laut Adecco Group Swiss Job Market Index im selben Zeitraum um 7 Prozent zurück, in der Westschweiz und im Tessin um 2 Prozent.

Auf einen wie leer gefegten Stellenmarkt trifft auch Alessia Zehnder, als sie vor etwas mehr



Derzeit sind immer mehr Hochschulabsolventinnen und -absolventen lange auf Jobsuche: ETH-Hauptgebäude in Zürich. Foto: Urs Jaudas

Immer mehr Arbeitslose mit Hochschulabschluss



Angegeben sind die Werte für den September des jeweiligen Jahres. Die Summe der Zahlen ist nicht gleich 100, da die Kategorien «kein Abschluss» und «nicht bekannt» aufgrund kleiner Werte nicht visualisiert sind.

Grafik: fru / Quelle: Seco; eigene Berechnung

als einem Jahr beginnt, sich zu bewerben. Ihr Name wurde anonymisiert, da sie Nachteile bei der Stellensuche befürchtet. Eigentlich ist sie überzeugt, mit ihrem Abschluss in Data-Science und Informatik an der Universität Zürich eine sichere Perspektive zu haben. Doch ab 2023 hört sie immer öfter, dass es schwieriger wird, Einstiegsstellen zu finden.

Zuvor ist das noch anders. Während ihres Bachelor-Studiums in der BWL jobbt sie auf IT-Karrieremessen. «Es war nie Thema, dass Juniors keine Stellen bekommen.» Als sie sich nach dem Bachelor auf Stellen bewirbt, erhält sie sogar Angebote auf Stellen, für die ihr eigentlich noch das geforderte

Informatikstudium fehlt. Heute sind diese rar.

Nach ihrem Bachelor arbeitet Zehnder zwei Jahre in einer IT-Beratung und entscheidet sich dann für einen Master in Informatik, um anspruchsvollere Rollen übernehmen zu können. Doch als sie sich danach auf 60 Stellen bewirbt, vorab in Zürcher Techfirmen, erhält sie fast nur Absagen.

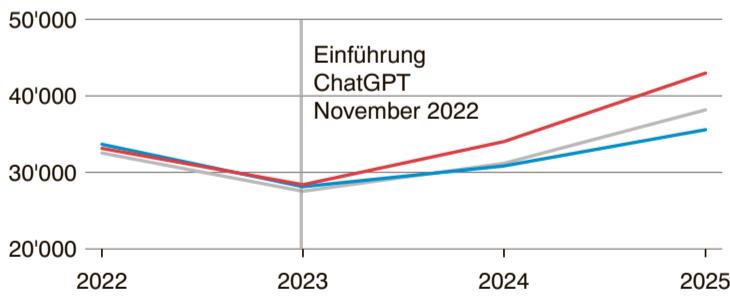
Zwar schafft sie es in einige Bewerbungsprozesse. Doch anders als früher sind die nun sehr aufwendig: mehrere Interviewrunden, technische Aufgaben, mehr tägige Programmierprojekte. Trotz des hohen Aufwands lautet die Antwort häufig: «Wir haben uns für einen anderen Kandi-

Arbeitslosigkeit steigt stärker in KI-betroffenen Berufen

Als arbeitslos gemeldete Personen in der Schweiz in Berufsgruppen, die unterschiedlich stark durch künstliche Intelligenz tangiert sind

Betroffenheit durch KI:

hoch – mittel – niedrig



Die Arbeitslosenzahlen beziehen sich auf den Zeitraum von September des Vorjahrs bis August des angegebenen Jahres.

Grafik: fru / Quelle: ETH KOF

daten entschieden.» Die erfolglose Suche belastet sie. «Mir ging es schlecht in der Zeit. Aber ich habe gehofft, dass noch etwas kommt, wo ich wirklich arbeiten will.»

KI führt vermehrt zum Verlust von Jobs

Die Zahlen bestätigen Zehnders Erfahrung. Der Informatikstellennmarkt hat sich in den letzten Jahren drastisch verschlechtert.

Nach einem Boom 2022 brachen die Ausschreibungen zuletzt ein. Im ersten Halbjahr 2025 sanken die Stellenangebote für Informatiker und Informatikerinnen mit Hochschulabschluss um 31 Prozent im Vergleich zum Vorjahr. Gleichzeitig stieg die Arbeitslosigkeit in der

IT-Branche: Waren im September 2022 noch 1'700 Personen arbeitslos gemeldet, sind es 2025 bereits 4000 – mehr als doppelt so viele. «Viele Unternehmen verlagern IT-Aufgaben ins Ausland oder automatisieren Prozesse», sagt Martin Meyer, Leiter des operativen Geschäfts von Adecco Schweiz.

Absolvierte in Betriebswirtschaftslehre und Finanzwirtschaft kämpfen auch mit Schwierigkeiten. Besonders betroffen ist der Bankensektor der Region Zürich, wo die Fusion von Credit Suisse und UBS den Arbeitsmarkt belastet. Einsteigerpositionen werden zunehmend von Bewerbenden mit zwei bis drei Jahren Berufserfahrung besetzt. Master-Absol-

venten weichen auf Praktika aus, was wiederum die Chancen für Bachelor-Studierende schmälert.

Wieso trifft es junge Hochschulabsolventen so hart? Zum einen belastet die wirtschaftliche Lage den Arbeitsmarkt: US-Zölle, eine schwache EU-Konjunktur und der starke Franken dämpfen die Aussichten. Auf den Boom der Stellenausschreibungen nach Corona folgt außerdem eine Korrektur. Berufseinsteiger leiden besonders unter Entlassungen oder werden nach Praktika und Trainee-Programmen nicht übernommen.

Auch künstliche Intelligenz (KI) spielt eine entscheidende Rolle. «Ein Teil des Anstiegs der arbeitslosen Hochschulabsolventen ist auf KI zurückzuführen», erklärt Michael Siegenthaler, Leiter des Bereichs Arbeitsmarkt an der Konjunkturforschungsstelle der ETH Zürich. Eine neue, mit seinem Kollegen Jeremias Klaeui veröffentlichte Studie zeigt: In besonders von KI betroffenen Berufen ist die Entwicklung der Arbeitslosigkeit seit Einführung von Tools wie Chat-GPT Ende 2022 wenig erfreulich. «Die Größenordnung liegt bei mehreren Tausend zusätzlichen Stellensuchenden durch KI», sagt Siegenthaler. Auch werden in jenen Bereichen deutlich weniger Stellen ausgeschrieben. Evidenz, dass KI neue Jobs schafft, konnten die Forschenden noch nicht finden.

Lange spürbare Folgen für Hochschulabsolventen

In der Studie fällt auf: KI wirkt sich vorab auf Hochschulberufe wie Softwareentwickler, Sprachlehrer und Marketingexperten aus. «KI hat eine Reihe akademischer Berufe der Automatisierung ausgesetzt, die vorher geschützt waren», erklärt Siegenthaler. Berufseinsteiger sind auch hier besonders betroffen, weil KI gerade einfache Analysen, Programmierfähigkeiten und Schreibaufgaben ersetzt, die bis dato von Einsteigern erledigt wurden.

Diese schwierigen Startbedingungen könnten langfristige Auswirkungen haben. «Absolventen und Absolventinnen, die in wirtschaftlich schlechten Zeiten starten, verdienen oft über Jahre hinweg weniger als solche, die in einem guten Arbeitsmarkt starten», sagt Siegenthaler. Dennoch bleibt Bildung die beste Versicherung gegen Arbeitslosigkeit.

HSG-Absolvent Wörlein hat eine Stelle in der Strategieabteilung des Schweizer Industrieunternehmens Sulzer gefunden. Er ist glücklich in seinem Job. KI spielt in seiner Aufgabe keine übergeordnete Rolle, sagt er. Vielmehr komme es auf kommunikative Fähigkeiten an und die Kompetenz, sich immer wieder schnell in neue Themen einzuarbeiten.

Alessia Zehnder hat bislang keine Stelle in der Privatwirtschaft gefunden. Sie arbeitet befristet in einem Forschungsprojekt einer Universität. Es gefällt ihr, auch wenn sie hinter ihren Gehaltsvorstellungen zurückbleibt. Statt sich neben Hunderten Konkurrenten auf dem Stellenmarkt zu bewerben, hofft sie, ihren nächsten Job über ihr Netzwerk zu finden.

Le SIT accuse les patrons du bâtiment de faire pression sur les maçons

Grève Un courrier envoyé par la section genevoise de la Société suisse des entrepreneurs crée l'indignation au sein du syndicat.

Emilien Ghidoni

Dès ce lundi, les maçons de Suisse romande seront dans la rue. Alors que les syndicats négocient en ce moment la convention nationale, ils ont appelé les employés du secteur à quitter leur travail lundi et mardi ainsi qu'à défiler dans les rues de Genève, Lausanne et d'autres villes romandes.

Dans ce contexte tendu, un courrier rédigé par la section genevoise de la Société suisse des entrepreneurs (SSE), faîtière patronale, a mis le feu aux poudres. Ce dernier, adressé à tous les maçons genevois via leurs employeurs, fait valoir la position patronale concernant les négociations en cours. Les entreprises y réaffirment leur «attachement aux valeurs fondamentales du partenariat social». Mais le syndicat SIT, lui, les accuse de mentir sur plusieurs points et de chercher à intimider les potentiels grévistes.

Premier élément litigieux selon le SIT, qui ne siège pas à la table des négociations nationales:



Les maçons avaient déjà fait grève en 2022, lors de précédentes négociations. 20 minutes/Marvin Ancian

la protection du salaire. Le syndicat accuse les patrons de vouloir payer les personnes ayant terminé leur apprentissage il y a moins de cinq ans en dessous du salaire minimum. «Les employeurs se plaignent, à juste titre, que le métier de maçon n'est pas assez at-

tractif. Et ensuite, ils baissent le salaire des plus jeunes. C'est absurde!» s'indigne Thierry Horner, secrétaire syndical.

Semaine de travail à 50 h

Le même syndicat craint que les patrons ne réussissent à aug-

menter le temps de travail. «Le nombre total d'heures ne bougerait pas, mais ils souhaitent rendre les horaires plus flexibles, précise Thierry Horner. Les maçons risqueraient de devoir faire des semaines à cinquante heures lorsque la météo s'y prête, c'est physiquement inhumain!» Il souligne aussi que ces heures seraient compensées lors des mois d'hiver, ce qui est peu pratique pour la vie de famille.

À ce sujet, la SSE reconnaît que des discussions sont effectivement en cours afin d'examiner des modalités offrant davantage de flexibilité dans l'aménagement de ces heures. «En ce qui concerne les cinquante heures par semaine, il convient de préciser que c'est une possibilité qui existe déjà, rappelle Eric Biesel, directeur de la SSE Genève. En tout état de cause, il ne s'agit pas d'une volonté d'en faire un usage systématique et répété.»

Quant aux salaires des jeunes maçons, il rappelle que la convention nationale prévoit déjà d'opé-

rer une réduction sur le salaire les trois premières années qui suivent l'obtention du CFC. «Il s'agit d'un point qui est discuté par les partenaires sociaux au niveau national», précise le directeur.

Tentatives d'intimidation contre les maçons?

Plus généralement, le SIT estime que le courrier envoyé par la SSE est pensé pour mettre la pression sur les travailleurs voulant participer à la grève. On y retrouve la phrase suivante: «Soyez conscients que mener une grève de deux jours à Genève n'est pas une action anodine, car elle pourrait mettre en péril vos acquis en fonction de la manière avec laquelle elle se déroule.» Plus loin, la faîtière invite tous les grévistes à s'annoncer à l'avance.

Le discours est tout autre du côté de la SSE. «L'objectif de ce courrier était de remettre le déroulement d'une grève à Genève dans un contexte permettant aux maçons genevois de prendre leur

décision en toute connaissance de cause. Annoncer une grève en plein milieu des négociations et l'organiser avant même les premières prises de position de l'assemblée suisse des délégués de la SSE le 7 novembre prochain interroge.»

Mais comment expliquer le passage du courrier indiquant qu'une grève «pourrait mettre en péril» les acquis des maçons? «Si à Genève, où les conditions de travail sont les meilleures de Suisse, nous avons des grèves où l'on compare l'entrepreneur genevois à un prédateur pour les besoins de la cause syndicale, comment démontrer à l'ensemble de la Suisse que c'est à raison que l'on maintient des conditions meilleures qu'ailleurs?» répond Eric Biesel.

Pour la SSE, l'attitude agressive du SIT est due à leur exclusion des négociations nationales. «Le SIT souhaite se positionner dans le cadre des grèves à venir sans en supporter les conséquences, n'étant pas partie à la négociation nationale.»

Bataille fiscale autour de l'« outil de travail »



Denis Cosnard

Les députés devaient débattre, vendredi, de la taxe Zucman et d'autres options pour taxer les grandes fortunes

L'histoire remonte à l'après-mai 1981. La gauche vient d'arriver au pouvoir. Un impôt sur les grandes fortunes (IGF) se profile, au nom de la justice fiscale. Vent d'inquiétude parmi les très riches particuliers, au premier rang desquels Liliane Bettencourt. La femme la plus fortunée au monde a décidé de ne pas quitter la France, mais ne veut pas pour autant payer le nouvel impôt. Heureusement pour elle, « M^{me} L'Oréal » dispose de puissants relais. Son mari, André Bettencourt, et le directeur de L'Oréal, François Dalle, sont de vieux amis de François Mitterrand. Un déjeuner est organisé.

« *Liliane et André ne se sont pas expatriés après l'arrivée de la gauche au pouvoir, mais si l'IGF est appliquée...* », glisse François Dalle au nouveau président de la République. Cet impôt serait « *catastrophique* », ajoute André Bettencourt. « *Franchement, Liliane et toi, vous avez quand même de quoi manger* », ironise Mitterrand. Puis il concède : « *J'en parlerai* » aux ministres concernés, rapporte la journaliste Marie-France Etchegoin dans *Un milliard de secrets* (Robert Laffont, 2011). C'est ainsi qu'une modification majeure est introduite dans le projet de loi, l'exonération de l'« outil de travail ». Liliane Bettencourt n'aura pas à payer l'IGF sur ses actions L'Oréal, le cœur de sa fortune. Ses actions héritées de son père seront considérées comme son « outil de travail », au même titre que l'établi d'un artisan ou le four d'un boulanger. Les grands patrons respirent...

Quarante-quatre ans plus tard, Liliane Bettencourt a cédé la place à sa fille, Françoise, mais l'exonération des biens professionnels se trouve de nouveau au centre de la bataille budgétaire. Dans le projet de loi de finances pour 2026 en discussion, le gouvernement s'est résolu à taxer davantage les riches. Difficile, sinon, de faire accepter des sacrifices à tous les Français.

Positions catégoriques

Les différentes solutions sur la table devaient être débattues, vendredi 31 octobre, à l'Assemblée nationale, de la taxe Zucman, soutenue par la gauche, à celle sur les holdings, avancée par Bercy, en passant par un resserrement de la généreuse niche fiscale Dutreil, qui permet aux grandes fortunes d'échapper en bonne partie à l'impôt sur les successions. La séance s'annonce comme l'une des plus chaudes de la session. Avec une question-clé, quelle que soit l'option retenue : faut-il exclure de l'impôt l'« outil de travail », « *cette superbe invention idéologique visant à exonérer M^{me} Bettencourt* », comme l'avait qualifié, en 2011, le député centriste de la Marne Charles de Courson ?

Sur le sujet, les positions sont catégoriques. Pour la gauche, taxer les biens professionnels paraît indispensable. Une raison simple : ces biens constituent la véritable fortune d'aujourd'hui. Les milliardaires possèdent certes des immeubles, des Picasso, des portefeuilles boursiers. Mais l'écrasante majorité de leur richesse provient de leurs

participations dans les entreprises dont ils sont les actionnaires de référence, souvent pour en avoir hérité, comme Axel Dumas avec Hermès, Bernard Arnault avec LVMH, les Wertheimer avec Chanel ou Françoise Bettencourt Meyers avec L'Oréal.

L'économiste Gabriel Zucman le répète à longueur d'interviews : exclure les biens professionnels reviendrait à vider l'impôt envisagé de sa substance. « *Une exonération de cette nature siphonnerait le rendement espéré de plus de 90 %* », affirmaient dix économistes qui le soutiennent, dans *Le Monde*, le 2 octobre. Elle aboutirait donc à « *exonérer les plus grandes fortunes de l'impôt censé les cibler* ». Et les ultrariches continueraient de payer relativement moins d'impôts que le reste des contribuables, grâce aux multiples techniques d'optimisation à leur portée.

En face, la droite, l'extrême droite et les tenants de la politique de l'offre se montrent tout aussi déterminés. Pour preuve, les propos sans équivoque de Sébastien Lecornu. La taxe Zucman ? C'est non, trois fois non, pour cette raison précise, martèle le premier ministre : « *Pour rien au monde, on ne doit toucher au patrimoine professionnel* », a-t-il déclaré, mardi, aux députés Les Républicains (LR). Même discours, le lendemain, au Sénat. D'accord pour taxer les revenus des très riches, mais pas question de s'en prendre aux actifs professionnels qui en sont la source, explique-t-il, avec une image forte : ce serait « *tuer la vache* », donc « *abandonner toute forme de perspective d'avoir du lait, un jour* », à se partager.

« *Vous pouvez l'appeler "taxe Zucman" ou "taxe Zucman light", à partir du moment où ça touche à l'appareil productif, aux usines ou aux grandes start-up qui créent de l'innovation, nous serons contre* », a également déclaré la porte-parole du gouvernement, Maud Bregeon, mardi, sur BFM-TV. « *Zucman, non : ni light, ni hard, ni rien du tout* », a affirmé, de la même façon, la cheffe de file des députés Rassemblement national, Marine Le Pen.

« *Les ministres, les responsables politiques, ne sont pas directement touchés par ces taxes, observe Anne-Laure Delatte, chercheuse en économie au CNRS et soutien de Gabriel Zucman. Mais ils relaient le message des très riches. Peut-être parce qu'ils ont besoin d'eux, de leur influence dans les médias, pour se faire élire ou réélire. Sans doute aussi parce qu'ils sont en contact permanent avec eux, qu'ils sont socialisés dans ce milieu.* »

En coulisses, tout ce que le patronat compte de lobbyistes s'active afin d'empêcher que le compromis avec les socialistes, indispensable pour l'adoption d'un budget, s'attaque en quoi que ce soit aux biens professionnels. Les mesures envisagées, pourtant, ne concernent pas directement les entreprises. La taxe Zucman, par exemple, cible Axel Dumas, Bernard Arnault et environ 1 800 autres personnes disposant d'un patrimoine de plus de 100 millions d'euros, mais ne demande rien à Hermès, LVMH, Dassault, etc. « *Elle n'obèrera en rien les capacités d'investissement ou de développement* » de ces groupes, assure Gabriel Zucman lui-même, sur le réseau X.

Erreur, affirment les représentants du patronat. « *On ne redresse pas la France en affaiblissant ceux qui la font vivre* », plaide le président du Medef, Patrick Martin. Selon cette analyse, taxer davantage les capitaines d'industrie qui ont réussi ne peut que les décourager, les inciter à quitter la France, voire à vendre leurs sociétés pour pouvoir acquitter l'impôt. Dans le même but, certains pourraient obliger leurs entreprises à leur verser des dividendes massifs, quitte à moins investir.

Alternative proposée par le PS

Une taxe sur le patrimoine des particuliers pourrait ainsi, par ricochet, pénaliser certaines sociétés. En particulier de jeunes entreprises innovantes. D'où la nécessité, dans cette vision, d'exonérer les biens professionnels. Un argumentaire déjà utilisé avec succès par le patronat, en 1981, puis en 1988, quand un impôt sur la fortune a été recréé, après la suppression de celui-ci par la droite.

Un compromis pourra-t-il être trouvé ? Rien d'acquis. Le gouvernement a inscrit dans le projet de budget une taxe sur les holdings, ces structures où les grandes familles placent leurs actifs à l'abri du fisc. Mais cette mesure inspirée de taxes en place aux Etats-Unis et en Irlande ne rapporterait qu'environ 1 milliard d'euros, loin des 15 à 20 milliards espérés par les défenseurs de la taxe Zucman. Et le risque paraît élevé que son rendement fléchisse ensuite, les contribuables concernés s'organisant pour échapper à l'impôt.

Les socialistes ont proposé une alternative. Elle toucherait davantage de contribuables, mais une partie des biens professionnels serait là encore exemptée, en particulier les entreprises familiales et les start-up. Philippe Brun, le « M. Budget » du parti, en escompte 15 milliards d'euros, selon son annonce, jeudi, après une précédente évaluation bien plus modeste, entre 5 et 7 milliards.

« *Cela me paraît un pis-aller assez stupide, qui n'atteindra pas son but*, juge l'économiste Camille Landais, spécialiste de la fiscalité et des inégalités. *Les ultra-hauts patrimoines ont des pratiques d'optimisation fiscale très*

agressives, et profitent de toutes les exonérations possibles. C'est ainsi qu'ils ont obtenu que leurs holdings familiales soient considérées comme des biens professionnels. Pour être efficace et rétablir la progressivité de l'impôt, mieux vaut éviter toute exonération, et en rester à la taxe Zucman. »

Quelle que soit l'option retenue, une autre bataille ne manquera pas de s'ouvrir, sur la définition précise des biens professionnels. Peut-on considérer qu'une entreprise dont on ne détient que 30 % constitue un actif professionnel ? Faut-il plutôt 51 % ? Doit-on y jouer un rôle opérationnel, ou un siège au conseil suffit-il ? Un âge limite doit-il être fixé, pour éviter que la carotte fiscale ne pousse des actionnaires à rester au-delà du raisonnable à la tête de leur société ? Charles de Courson avait dénoncé, il y a plusieurs années, cet encouragement à l'« *économie des papis et des mamies* ». Le sujet pourrait redevenir d'actualité.

«Développer l'e-voting fait partie du métier de La Poste»

TECHNOLOGIE Baptiste Lanoix est le nouveau responsable du vote électronique de La Poste. La solution de la régie publique est utilisée par quatre cantons et pourrait encore s'étendre dès 2026

PROPOS RECUEILLIS
PAR FANNY SCUDERI, BERNE

La Poste et le canton de Genève avaient abandonné leur système de vote électronique en 2019 en raison de problèmes de sécurité et de coûts. La régie publique a remis l'ouvrage sur le métier et créé un centre de cryptographie à Neuchâtel. Baptiste Lanoix est le nouveau responsable du secteur e-voting au sein du géant jaune. Pour *Le Temps*, il fait le point sur les défis et les ambitions de la régie publique pour faire renouer la Suisse avec le vote électronique.

Quatre cantons utilisent actuellement votre système: Bâle-Ville, les Grisons, Saint-Gall et la Thurgovie. Quand celui-ci sera-t-il généralisé à toute la Suisse? Ces cantons ont commencé à proposer cette solution seulement à une partie de l'électorat: les Suisses de l'étranger et les personnes en situation de handicap. Les Grisons et Saint-Gall le proposent déjà à une partie des Suisses résidents.

Bâle-Ville le fera dès 2026. Notre objectif à moyen et long terme est que tous les cantons qui le souhaitent utilisent notre système. L'année prochaine, le canton de Lucerne fera ses premiers essais.

Pourra-t-on voter de manière électronique pour les élections fédérales de 2027? Oui, pour les cantons qui utilisent déjà le système. Pour les autres, il faut savoir que le temps d'intégration d'un nouveau canton est d'environ dix-huit mois.

Pour quelles raisons les cantons ne peuvent-ils pas offrir à tous leurs citoyens le vote électronique? La loi actuelle définit les conditions de la phase d'essai du vote électronique. Elle prévoit un maximum de 30% de votants électroniques dans un canton et de 10% au niveau fédéral. Pour ne



«C'est un canal supplémentaire, offert en plus de l'urne et du vote par correspondance. Le citoyen décide selon ses préférences»

pas dépasser ces seuils, il y a un processus d'inscription.

Les cantons auraient pu s'accorder sur l'élaboration d'un système commun, plutôt que de dépendre d'un opérateur tiers. Pourquoi La Poste s'est lancée dans ce projet? Nous faisons le métier

historique de La Poste: nous transportons des informations sensibles de façon confidentielle, sans savoir qui les a envoyées. Nous transposons notre mission de service public dans le monde digital.

Comment cela fonctionne? Dans l'e-voting, La Poste ne connaît jamais l'identité des utilisateurs. L'usager se connecte sur l'interface du canton, qui vérifie son identité. Son vote est encrypté sur son ordinateur. Le fichier est déposé dans une urne digitale de La Poste. Cette urne est ensuite transmise à la chancellerie cantonale qui est la seule à pouvoir la déchiffrer. Le canton nous transmet seulement un numéro par électeur, ainsi que les droits politiques qui y sont liés. Avec notre solution, aucun bulletin n'est invalide, car l'électeur est guidé pas à pas dans l'interface utilisateurs. ■

INTERVIEW

Quelles sont les garanties de sécurité?

Elles sont très élevées, c'est une priorité absolue. Nous utilisons une méthode de vérification publique, c'est-à-dire que 100% de notre code source est public. Nous avons mis en place un programme de «bug bounty»: nous rémunérons des hackers éthiques s'ils trouvent des failles. Nous sommes prêts à payer une récompense de 250 000 francs en cas de découverte d'une importante lacune. Au total, nous avons versé près de 230 000 francs, divisés en plusieurs primes, ce qui signifie que personne n'a réussi à trouver une faille majeure dans notre système. Chaque signallement est publié sur notre site. Nous jouons la transparence à 100%.

Existe-t-il un risque de fraude, d'usurpation du bulletin? Non, il n'y a pas plus de risques qu'avec le vote par correspondance. Le matériel électronique et le matériel physique étant acheminés ensemble par voie postale.

Le système est-il rentable pour La Poste? Aujourd'hui, nous ne sommes pas encore à l'équilibre. Mais nous prévoyons de l'être dans les prochaines années en intégrant des cantons supplémentaires.

La dernière votation sur l'identité électronique traduit une certaine méfiance envers de nouveaux services numériques. Ne craignez-vous pas que l'e-voting manque de popularité? L'e-ID n'a rien à voir avec le vote électronique. Ce sont les cantons qui gèrent cette partie du processus. La Poste ne connaît jamais l'identité des votants. Le sondage effectué récemment par YouGov montre que 79% des Suisses sont favorables à l'introduction du vote électronique. C'est un canal supplémentaire, offert en plus de l'urne et du vote par correspondance. Le citoyen décide selon ses préférences. Pour les Suisses de l'étranger, c'est une bonne solution: le vote par correspondance bute sur des problèmes logistiques. Et pour les personnes en situation de handicap, notamment les aveugles ou malvoyants, c'est le seul moyen de réaliser cet acte de manière autonome et dans le secret du vote. ■

Le service citoyen divise la classe politique

SÉCURITÉ Les Suisses s'exprimeront le 30 novembre sur le service citoyen, qui étend l'obligation de servir à tous les jeunes. Un projet qui bouscule les frontières partisanes habituelles

ANNICK CHEVILLOT, BERNE

«Je fais de la politique depuis trente-cinq ans et je ne me souviens pas d'avoir vu Balthasar Glättli et Jean-Luc Addor sur le même podium.» Pour Reto Nause, conseiller national (Le Centre/BE), le fait que deux élus, écologiste et UDC, aux idées opposées s'allient contre un projet est le symbole puissant de la «sainte alliance» qui s'est formée contre le service citoyen.

Une union de circonstance qui n'empêche pas le Zurichois et le Valaisan de rejeter l'initiative avec des arguments contradictoires. Pour Balthasar Glättli, «l'initiative vise à imposer une mesure coercitive sous couvert de solidarité. Un service obligatoire n'est pas un engagement, mais un travail forcé. Si l'on veut vraiment encourager l'engagement, il faut renforcer le volontariat et non pas obliger les gens à s'engager.» Une obligation qui représente une restriction de la liberté individuelle et un renforcement de l'armée, selon lui.

Des opposants de tous bords

De son côté, Jean-Luc Addor estime que «l'impact de l'initiative sur la société civile serait intolérable. Les personnes risqueraient d'être affectées à des tâches pour lesquelles elles sont moins bien qualifiées que celles qu'elles assument tous les jours dans le monde du travail. De plus, qui croit que les femmes de ce pays, dont le travail domestique est déjà insuffisamment considéré et valorisé, ne révélerait que d'une chose: ajouter une couche supplémentaire avec le service citoyen?» Pour ce conseiller national, le projet diluerait l'obligation de servir, ce qui «compliquerait le recrutement d'un nombre suffisant de militaires et de personnels de la protection civile». En d'autres termes, le service citoyen affaiblirait le système de milice.

Questionnés sur ces contradictions en conférence de presse mi-octobre à Berne, ils ont laissé Reto Nause remettre la balle au centre: «C'est tout le paradoxe de cette initiative. Elle propose un choix tout en introduisant une nouvelle obligation.» Le conseiller national Heinz Theiler (PLR/Schwytz) résume finalement assez bien la pensée de cette «sainte alliance»: «L'obligation de servir ne signifie pas pour autant un renforcement de l'armée.»

Des partisans de tous bords

Deux jours après les opposants, c'était au tour des partisans de présenter leurs arguments à Berne. Le projet issu de la société civile bénéficie également du soutien de personnalités de premier plan de tous les horizons politiques, allant du PS au PLR en passant par Le Centre, Les Vert-e-s, les

Vert libéraux et le Parti évangélique suisse. La présidente du comité d'initiative, Noémie Roten, confirme bien que les Suisses «voteront avant tout sur l'obligation de servir pour tous». Le texte de l'initiative est clair. Il s'agit de «faire évoluer le service militaire obligatoire actuel vers un service pour tous, hommes et femmes, que ce soit dans l'armée, dans la protection civile – dont les effectifs sont garantis et renforcés – ou dans des domaines tels que la protection de l'environnement et l'intervention en cas de catastrophes, la cybersécurité, l'éducation, l'agriculture ou l'action sociale».

Et le conseiller national Beat Flach (Vert libéral/AG) d'ajouter: «Le monde a changé ces dernières années. Assurer la sécurité dans le pays devient de plus en plus difficile. On ne peut plus compter uniquement sur l'armée. Le service citoyen permet une évolution vers un système de milice moderne et intégral, dans lequel l'armée conserve sa priorité et qui permet aussi aux femmes de s'y intégrer pleinement. Actuellement, elles ne sont pas obligées de servir, comme les handicapés. Mais elles ne sont pas handicapées.» Une position partagée par la conseillère nationale Christine Badertscher (Les Vert-e-s/BE): «Cette initiative est une bonne chose pour l'égalité. Les femmes sont capables de bien plus que ce que permet le système actuel. Avec le service citoyen, nous envoyons un signal clair: la sécurité intégrale et l'engagement de milice n'ont pas de genre.»

Les arguments qui feront pencher la balance

Le conseiller aux Etats Charles Juillard (Le Centre/JU) abonde dans ce sens: «L'initiative renforce ce qui fait depuis toujours la spécificité de la Suisse, l'engagement et la sécurité. Cette dernière ne repose pas que sur les armes, mais aussi sur les habitants du pays. En incluant tous les jeunes, le service citoyen répond à toutes les menaces qui pèsent sur la Suisse. Il s'agit d'un projet de société dont notre pays a grand besoin.» Le conseiller aux Etats Daniel Jositsch (PS/ZH) estime quant à lui que «si la Confédération devait être refondée aujourd'hui, un service citoyen serait la seule option logique. Imaginez que l'on rédige notre Constitution aujourd'hui et qu'on restreigne le service obligatoire aux seuls hommes. Ce serait impossible. Les femmes hurleraient à la discrimination.»

La guerre des arguments bat donc son plein et les sondages montrent que l'initiative bénéficie d'un très léger pourcentage d'avis favorables. Mais le nombre d'indécis demeure élevé. Ils vont être très courtisés ces prochaines semaines. Selon l'institut de sondage gfs.bern, les partisans devraient miser sur des aspects de solidarité et d'égalité des droits s'ils veulent l'emporter. Les opposants ont des chances de convaincre s'ils se concentrent sur les questions portant sur la restriction des droits et la charge financière du projet. ■

Oups, le PLR fait une erreur de 3 millions dans sa comptabilité

Transparence en politique Le parti avait déclaré quelque 3 millions de financement pour l'année 2024. Le Contrôle fédéral des finances annonce désormais que c'était le double.

Florent Quiquerez Berne

Pour le PLR, qui se revendique comme le parti de l'économie, l'affaire est plutôt embarrassante. Dans un communiqué de presse publié mercredi sur le site du Contrôle fédéral des finances (CDF), on découvre que les libéraux-radicaux ont dû corriger leur comptabilité 2024. Alors qu'à l'issue du délai d'annonce (fixé au 30 juin par le CDF), le parti avait déclaré des recettes à hauteur de 3,4 millions, voilà que le montant a été modifié à plus 6,6 millions.

Vous avez bien lu, ce n'est pas une erreur de quelques francs qui a été mise à jour, mais un chiffre qui varie du simple au double.

«Nous n'avons pas réalisé que nous devions déclarer une nouvelle fois les dons déjà enregistrés dans le cadre des campagnes de votation en tant que dons aux partis politiques.»

Le PLR

Le CDF a-t-il découvert l'erreur ou le PLR s'est-il lui-même dénoncé? Face à nos questions, le Contrôle fédéral des finances botte en touche. «Le CDF ne se prononce pas sur des cas individuels, répond Mario Luketić, collaborateur scientifique. En outre, le CDF n'est pas autorisé à se prononcer sur le contenu ou les résultats des contrôles. Nous ne pouvons donc pas nous prononcer sur les questions que vous avez posées. Nous attirons votre attention sur le fait que les actrices et acteurs politiques sont responsables de l'exactitude des informations publiées.»

Et de souligner que – pour plus d'informations – il faut s'adresser directement aux partis. Mario Luketić précise toutefois que «le CDF procède chaque année à des contrôles matériels aléatoires des actrices et acteurs politiques». Or l'été dernier, des vérifications ont été faites au sein des Vert'libéraux, de l'UDC et du PLR. Mais sur les trois partis, seule la déclaration du dernier a été adaptée.

Le PLR talonne le PS

Direction donc le PLR. Comment le parti a-t-il pu «oublier» de déclarer plus de trois millions? Craint-il un dégât d'image? Voici comment le service de communication du PLR répond.

«Le PLR a déclaré et présente de manière transparente tous les dons conformément aux dispositions en vigueur en matière de transparence du financement des campagnes de votation. Cependant, nous n'avons pas réalisé que nous devions déclarer une nouvelle fois les dons déjà enregistrés dans le cadre des campagnes de votation en tant que

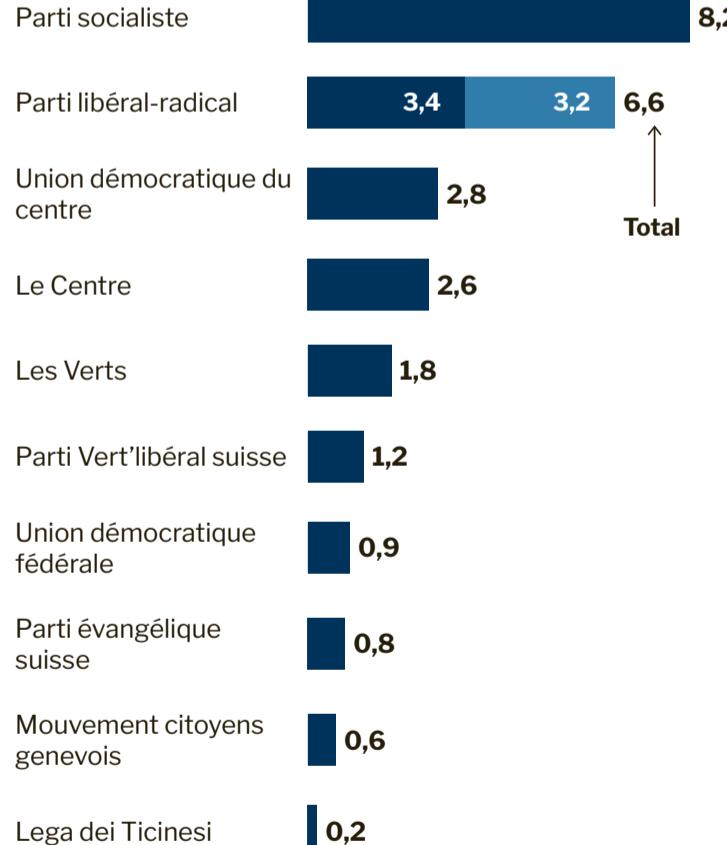


L'erreur s'est produite sous la présidence de Thierry Burkart (à g.). À voir si les chiffres seront corrects l'année prochaine avec ses deux successeurs, Susanne Vincenz-Stauffacher et Benjamin Mühlemann. P. Schneider/Keystone

Le financement des partis en Suisse

Recettes totales par parti en 2024, en millions de francs

- Chiffres publiés le **29 août 2025**
- Chiffres publiés le **29 octobre 2025**



Graphique: I. Caudullo; Source: Contrôle fédéral des finances

dons aux partis politiques. Il ne s'agit donc pas de dons au parti, mais de dons destinés à des campagnes spécifiques.»

Le PLR indique avoir immédiatement signalé cette omission au CDF. «Suite à cela, nous avons déclaré une 2^e fois les dons déjà déclarés en bonne et due forme dans la rubrique «Campagnes», c'est-à-dire également en tant que dons au parti.»

L'erreur du PLR ne modifie pas le classement 2024. Avec 8,2 millions, le PS est toujours la formation politique qui déclare le plus de recettes.

À noter que l'erreur du PLR ne modifie pas le classement 2024. Avec 8,2 millions, le PS est toujours la formation politique qui déclare le plus de recettes. Mais les socialistes sont désormais talonnés par les libéraux-radicaux et leurs désormais 6,6 millions. Derrière, l'écart se creuse, puisque l'UDC, troisième, affiche 2,8 millions et le Centre, quatrième, 2,6 millions. Les partis non gouvernementaux sont plus loin encore: les Écologistes déclarent 1,8 million et le Parti vert'libéral, 1,2 million.

Près d'un million du PLR pour tuer l'impôt sur les héritages

Le délai d'annonce était fixé à ce vendredi. On sait désormais qui dépense combien pour les votations du 30 novembre. Sans surprise, c'est la campagne sur l'initiative autour de l'imposition des successions qui engage le plus d'argent. Près de 3,7 millions sont déclarés du côté des opposants, dont 950'000 récoltés par le seul PLR. Une somme qui surprend par son

ampleur. Ce scrutin en vaut-il la peine? «Le PLR s'engage de toutes ses forces contre cette initiative socialiste qui conduirait à une hausse d'impôts pour la classe moyenne et au démantèlement des entreprises familiales, répond le parti. Pour rappel, en poussant les meilleurs contribuables à quitter le pays, ce texte pourrait entraîner une hausse d'impôts annuelle pouvant atteindre

1265 francs par ménage.» Les partisans, eux, ont dix fois moins de moyens. La Jeunesse socialiste déclare une enveloppe d'un peu moins de 400'000 francs. Les montants pour l'autre initiative, celle pour le service citoyen, sont plus modestes. Les opposants ont un budget de 275'000 francs. C'est un peu plus pour les partisans avec 330'000 francs. (FQU)

Der Zug schlägt Auto und Velo

Der öffentliche Verkehr ist trotz Kritik so erfolgreich wie nie. Das könnte sich allerdings schon bald wieder ändern.

Stefan Ehrbar

Das Tessin wird bald im S-Bahn-Takt bedient: Ab dem Fahrplanwechsel am 14. Dezember verlassen an Wochenenden 30 Direktzüge pro Tag den Zürcher Hauptbahnhof in Richtung Süden. Auch in Richtung Graubünden und zwischen Basel und Biel werden mehr Züge verkehren. Der Ausbau ist nötig, denn der öffentliche Verkehr wird so viel genutzt wie noch nie. Er gewinnt seit der Pandemie überraschend schnell Marktanteile. Das zeigen neue Daten.

Im Jahr 2023 wurden gemäss Daten des Bundes 22,5 Prozent der zu Lande bewältigten Kilometer mit dem öffentlichen Verkehr zurückgelegt. Das Zu-Fuss-Gehen und das Velofahren sind in diesen Zahlen nicht enthalten. Berechnungen dieser Zeitung zeigen: 2024 dürfte der Anteil des ÖV weiter auf etwa 22,9 Prozent gestiegen sein, dieses Jahr könnte er auf etwa 23,3 Prozent klettern. Das Wachstum hat sich zuletzt beschleunigt. Im dritten Quartal wurden gemäss dem Informationsdienst Litra 4,5 Prozent mehr Kilometer in Zügen zurückgelegt als im Vorjahresquartal.

Die sogenannte Verkehrsleistung des privaten, motorisierten Strassenverkehrs nahm zuletzt hingegen nur noch schwach zu. 2024 wurden mit Personenwagen 1 Prozent mehr Kilometer zurückgelegt als im Jahr zuvor. Das Velo stagnierte.

Dabei hatte es lange Zeit schlecht ausgesehen für den öffentlichen Verkehr. Zwischen 2000 und 2007 stieg sein Anteil zwar um 3,4 Prozentpunkte auf 20,6 Prozent, auch dank dem Ausbauprogramm Bahn 2000. Darauf folgten aber Jahre der Stagnation und solche mit einem leichten Rückgang. Während der Coronakrise sackte der Marktanteil des ÖV auf 17,6 Prozent im Jahr 2020 ab. Seither zeigte sein Anteil wieder rasch nach oben: Seit 2020 resultierte ein Plus von etwa 5,3 Prozentpunkten, im Vergleich zu 2019 steht ein Plus von 2,2 Prozentpunkten in den Büchern. Dabei war die Kritik an der ÖV-Branche zuletzt gross, etwa wegen



Der öffentliche Verkehr gewinnt seit einigen Jahren Marktanteile.

Bild: Urs Flüeler/Keystone (Luzern, 15.6.2023)

des vermeintlichen Aus des Halbtax, den Problemen mit den FV-Dosto-Zügen der SBB oder hohen Preisen.

Diese gestiegene Beliebtheit des öffentlichen Verkehrs hat mehrere Gründe. Dazu gehören:

— **Neue Billette:** Die Branchenorganisation Alliance Swisspass hat neue Abos und Tickets eingeführt. Das Halbtax Plus, eine Art Prepaid-Guthaben mit Rabatt, hat die Erwartungen deutlich übertroffen. Zwischen Ende 2023 und Ende 2024 wurden über 200'000 Halbtax Plus verkauft, viermal mehr als erwartet. Ebenfalls neu eingeführt wurde das GA Night, das Jugendlichen bis zum 25. Lebensjahr die freie Fahrt ab 19 Uhr bis Betriebsschluss und am Wochenende bis 7 Uhr morgens erlaubt. Von ihm wurden per Ende 2024 über 100'000 Stück abgesetzt. Ebenfalls beliebt ist die neue Friends-Tageskarte, mit der Jugendliche günstig miteinander den ÖV nutzen können.

— **Attraktivität im Vergleich zur Strasse:** Auf den Strassen

steigen die Staus und damit die Zeitverluste stark an. Vergangenes Jahr zählte der Bund über 55'000 Staustunden auf dem Nationalstrassennetz. Das sind 13,9 Prozent mehr als im Vorjahr. In stark betroffenen Regionen wie im Grossraum Zürich oder am Gotthard dürfte dies Autofahrerinnen und Autofah-

rer verleiten, auf den öffentlichen Verkehr zu wechseln.

— **Ausbau des Angebots:** Auf vielen Strecken wurden in den vergangenen Jahren neue Fahrten von Zügen, Bussen und Trams eingeführt. Im Fokus standen oft Verbindungen, die in der Freizeit genutzt werden.

Velokrise bei der Jugend

Fast drei Millionen Einwohnerinnen und Einwohner fahren laut Zahlen des Bundes mindestens gelegentlich Velo. Doch beim Nachwuchs gibt es ein Problem. Zwischen 2000 und 2021 hat sich die Velonutzung von 6- bis 17-Jährigen halbiert. Die Zahlen von 2021 sind von der Coronakrise beeinflusst, doch der Rückgang ist auch in anderen Erhebungen sichtbar. Die Gründe sind vielfältig. Laut einer 2023 publizierten Studie der Universität Lausanne bringen etwa immer mehr Eltern ihre Kinder mit dem Auto zur Schule. Studien deuten darauf hin, dass auch der Ausbau des öffentlichen Verkehrs zur Entwicklung beiträgt. Jugendliche bevorzugen ihn oft, weil sie dort Zeit in der Gruppe verbringen können. Gelegentlich wird auch die Möglichkeit erwähnt, Social Media nutzen zu können. Eine Studie der Stadt Zürich von 2018 zeigt, dass nebendem sozialen Dynamik – das Velo hat bei vielen Jüngeren ein negatives Image – auch die Sicherheit und die Infrastruktur eine Rolle spielen, und zwar weniger bei den Jugendlichen als bei den Eltern, die über das Verkehrsmittel entscheiden. Auch neue Angebote wie E-Trottinetten könnten dem Velo schaden. (ehs)

fentlichen Verkehrs zur Entwicklung beiträgt. Jugendliche bevorzugen ihn oft, weil sie dort Zeit in der Gruppe verbringen können. Gelegentlich wird auch die Möglichkeit erwähnt, Social Media nutzen zu können. Eine Studie der Stadt Zürich von 2018 zeigt, dass nebendem sozialen Dynamik – das Velo hat bei vielen Jüngeren ein negatives Image – auch die Sicherheit und die Infrastruktur eine Rolle spielen, und zwar weniger bei den Jugendlichen als bei den Eltern, die über das Verkehrsmittel entscheiden. Auch neue Angebote wie E-Trottinetten könnten dem Velo schaden. (ehs)

Diese Verschiebung der ÖV-Nutzung in die Freizeit lässt sich mit Daten belegen. Die Verkehrsbetriebe Zürich (VBZ) stellen Passagierzahlen sämtlicher Tram- und Buslinien zur Verfügung, und zwar für jeden Kurs und jeden Abschnitt. Diese Zeitung hat exemplarisch einen Abschnitt zwischen dem Stadtkreis 6 und dem Hauptbahnhof der Tramlinie 11 untersucht, eine der meistgenutzten der Schweiz.

Der Vergleich der Jahre 2019 und 2024 zeigt: Unter der Woche hat sich an der durchschnittlichen Besetzung der Trams und der zeitlichen Verteilung der Passagierzahlen praktisch gar nichts geändert, obwohl die Einwohnerzahl der Stadt seither um 3,4 Prozent und die Zahl der Beschäftigten um 9,9 Prozent gestiegen ist. Nur am späteren Abend sind die Trams spürbar besser besetzt als noch 2019 – ein Beleg für die gestiegene Freizeit-Nutzung.

Anders sieht es an Wochenenden aus. An Samstagen und Sonntagen verzeichnete ein 11er-Tram auf diesem Abschnitt vergangenes Jahr deutlich mehr Passagiere als 2019. Im Freizeitverkehr wird diese Tramlinie also öfter genutzt, zum Pendeln aber nicht. Zwar lässt sich dieses Beispiel nicht verallgemeinern, doch Aussagen von Vertretern anderer Verkehrsbetriebe deuten darauf hin, dass sich ein ähnliches Muster überall zeigt.

Ob Bus, Tram und Zug auch in den nächsten Jahren so stark zulegen können wie zuletzt, dürfte einerseits von bisherigen Erfolgsfaktoren wie Pünktlichkeit, Sauberkeit und Sicherheit abhängen.

Branchen-Vertreter befürchten aber, dass die Aufholjagd des öffentlichen Verkehrs von den Sparbemühungen des Bundes ausgebremst werden könnte. Dieser will etwa die Kostendeckung im regionalen Personenverkehr erhöhen, was zu Preiserhöhungen oder einem Abbau des Angebots führen könnte. Dabei zeigt die Erfahrung der 2010er-Jahre: Ohne eine stetige Verbesserung des öffentlichen Verkehrs gewinnt dieser auch keine Marktanteile.

Suisse

Bioparc, un mystère à 200 millions de francs

GENÈVE Initialement validé par le canton, le projet qui doit sortir de terre à Thônex fait l'objet de critiques sur son financement et l'utilité discutable de certaines infrastructures envisagées. La présidente lève partiellement les interrogations sur les mécènes

MARC GUÉNIAT

«Le Bioparc pensait avoir un boulevard, il s'est retrouvé face à un mur.» Ainsi s'est exprimée la députée du Centre Christina Meissner, devant le Grand Conseil genevois au début du mois d'octobre. L'élu est aussi présidente de la fondation Bioparc, qui secourt et accueille des animaux en danger. A l'étroit sur son site vétuste de Bellevue, l'institution estimait avoir obtenu le feu vert de l'Etat de Genève pour déménager sur une surface de 3,6 hectares, à Thônex, non loin de l'hôpital psychiatrique de Belle-Idée, lorsque le Conseil d'Etat a validé un Masterplan en février dernier – c'est le «boulevard».

Depuis, les choses se sont corsées et Christina Meissner l'impute au «mur», à savoir le honni Antonio Hodgers, démissionnaire, remplacé depuis vendredi par le nouveau magistrat vert, Nicolas Walder, que le Bioparc espère plus conciliant. La fondation place tant d'espoirs dans ce changement à la tête du Département du territoire (DT) qu'elle s'apprête à lui délivrer, en guise de bienvenue, une pétition forte de plus de 20 000 signatures pour sauver «le Bioparc maintenant». Dans l'argumentaire figure cette question: «Le conseiller d'Etat Antonio Hodgers veut-il tuer le Bioparc avant son départ?» Le DT n'a pas voulu commenter.

Modifications demandées

Les hostilités ont démarré cet été, par le biais d'une passe d'armes épistolaire entre Antonio Hodgers et Christina Meissner, cette dernière accusant le premier d'être mû par une sorte de vindicte politico-personnelle.

Pourtant, les questions que soulève ce projet paraissent légitimes, comme l'a constaté *Le Temps*, à l'aide de nombreux documents officiels liés à la demande d'autorisation préalable déposée en avril, moment à partir duquel les services de l'Etat émettent un préavis. D'abord, pourquoi imaginer un refuge d'une telle ampleur, agrémenté d'un centre de conférence, de suites hôtelières immersives ou d'une villa réservée au directeur? Et surtout, d'où provient la somme astronomique – entre 150 et 200 millions de francs – nécessaire à la réalisation de ce nouveau centre sur un terrain de l'Etat, où l'on pourrait tout aussi bien bâtir des logements? Si l'Etat cède cette parcelle en droit de superficie (DDP), n'est-il pas en droit d'exiger une transparence minimale, ne serait-ce que pour fixer le montant de la rente? Précisons qu'un tel DDP peut prendre la forme d'une subvention non monétaire – c'est-à-dire d'une dette dans le bilan de l'Etat – à condition toutefois que le plan financier soit clair et que des investisseurs n'imaginent pas en tirer profit.



Une vue d'artiste du projet de nouveau Bioparc à Thônex. (BIOPARC)

A ce stade, seules la commune de Thônex et la commission d'architecture se montrent favorables. Les services de l'Etat relèvent tour à tour différents problèmes, tous demandant des compléments d'information et/ou des modifications du projet. Ainsi, l'Office cantonal des bâtiments souhaite que «le projet soit modifié pour être conforme au contexte initial de la demande de déménagement du Bioparc», suggérant un remaniement depuis les premières consultations. D'ailleurs, un habitant de la commune voisine de Vandoeuvres s'est plaint du décalage considérable entre les informations qui lui ont été communiquées lors d'une séance publique le 8 mai, et l'ampleur du projet découvert dans la *Tribune de Genève* au mois de juillet, allant jusqu'à se demander si les riverains ont été «dupés».

Surprise et abandon des suites hôtelières

Les services de l'Etat écrivent que les «activités accessoires» prévues, «ne correspondent pas à la mission initiale du Bioparc, devront être supprimées», comme la maison de fonction ou les

chambres nuptiales d'hôtel. Même remarque du Service de l'environnement et des risques majeurs et de l'Office de l'urbanisme.

D'où provient la somme astronomique nécessaire à la réalisation de ce centre sur un terrain de l'Etat?

Contactée, Christina Meissner se dit surprise «des remarques qui [leur ont été] faites alors qu'elles ne sont pas apparues lors [des] échanges préalables avec l'administration». Elle déclare néanmoins que les suites hôtelières seront abandonnées. Par contre, elle estime que renoncer au restaurant, et tant qu'à faire aux toilettes, «ne servira pas nos 100 000 visiteurs annuels».

Centre concède qu'elle est «effectivement énorme» et la justifie par la durabilité des matériaux envisagés.

Mais qui sont donc les «investisseurs» capables de mettre 150 à 200 millions de francs dans un tel projet? Naturellement, à Genève, les regards se tournent vers la Fondation Hans Wilsdorf (qui cofinance la Fondation Aventinus, propriétaire du *Temps*), qui injecte des centaines de millions de francs par année dans le canton. D'ailleurs, Christina Meissner assure que l'institution qui recueille et distribue les bénéfices du groupe Rolex est de la partie. Vérification faite, le secrétaire général de la Fondation Hans Wilsdorf, Marc Mauqué, certifie l'inverse: «Notre contribution s'est limitée à participer au financement de la pré-étude. Aucun engagement n'a été pris quant à la poursuite du projet.»

Un roi de la bière belge comme mécène

En contactant différents employés et bénévoles, actuels et anciens, *Le Temps* a appris l'identité d'un mécène. Il s'agit de Marc-Oswald van der Straten-Ponthoz, un comte belge installé à Genève depuis 2017. Féru de moto au point de posséder une écurie, sa fortune est comprise entre 1,5 et 2,5 milliards de francs d'après *Bilan*, qu'il tire des brasseries du groupe Stella Artois. Christina Meissner confirme son implication, sans divulguer le montant qu'il se serait engagé à donner ou prêter. L'année dernière, Marc-Oswald van der Straten-Ponthoz avait fourni une aide de 800 000 francs afin que le Bioparc puisse accueillir tortues, porcs-épics et vaches du Dahomey provenant de John's Kleine Farm, un centre analogue à Berne qui a dû fermer ses portes.

Parmi les autres noms qui circulent figurent la fille du président de l'Azerbaïdjan, Leyla Aliyeva, installée à Genève non loin de l'actuel Bioparc, qu'elle a d'ailleurs visité en 2022. «Quand je suis arrivée au Bioparc l'année suivante, la direction disait que c'était une famille fortunée qui pouvait prodiguer une aide précieuse pour le nouveau projet», se souvient une soigneuse bénévole. Leyla Aliyeva est la vice-présidente de la Fondation Heydar Aliyev, nom de son grand-père, qui fut président du pétro-Etat entre 1993 et 2003. De son côté, Christina Meissner réfute son implication dans le financement, expliquant qu'elle n'a fait que dépenser quelques centaines de francs à la boutique du refuge animalier.

Rejetant toutes les critiques, la députée concède que l'Etat n'a pas la volonté de nuire à ce projet, mais souhaite «que le prochain magistrat chargé du Territoire se montrera plus enclin à rechercher des solutions face aux injonctions contradictoires auxquelles nous sommes confrontés». Nicolas Walder aura pu se faire sa propre opinion vendredi dès son entrée en fonction. ■

Bauarbeiter, Ärzte, Lehrerinnen: Der Anteil an gut ausgebildeten Menschen steigt stetig an. Fotos: Getty



Die interaktive Karte auf unserer Website zeigt, wie es in Ihrer Gemeinde aussieht.

Volksschule, Lehre, Uni? So gebildet ist die Schweiz

Bildungsniveau Neue Daten zeigen so detailliert wie noch nie, dass sich die Schweizer Bevölkerung in den letzten Jahren stark akademisiert hat. Zwischen einzelnen Gemeinden bestehen jedoch riesige Unterschiede.

Bildungsexpansion in Genf und Lausanne aus. Allerdings ist vor allem Genf von einem höheren Niveau aus gestartet.

In Zürich beispielsweise gibt es heute kaum mehr einen Hektor, wo die Bevölkerung mit Sek-II-Abschlüssen oder ohne nachobligatorische Ausbildung die Mehrheit hat. Eine Ausnahme bilden periphere Stadtgebiete in Schwamendingen oder Oerlikon.

Ähnlich sieht es in Basel aus.

Die nicht tertiär ausgebildete Bevölkerung stellt nur noch in einigen wenigen Randquartieren wie Klybeck und Kleinhüningen im Norden der Stadt die Mehrheit. Ansonsten dominieren Akademikerinnen und Akademiker.

Analysiert man das Gesamtbild, fallen folgende fünf Punkte besonders auf:

1 In den grossen Städten dominieren Akademikerinnen und Akademiker

Überdurchschnittlich rasant ist die Bildungsexpansion in den fünf grossen Städten Basel, Bern, Lausanne, Genf und Zürich verlaufen. In 30 Jahren verzehnfachte die Stadt Zürich einen Zuwachs um 44 Prozentpunkte bei der Quote der tertiär ausgebildeten Bevölkerung. Nur gerade zwei Gemeinden, die zürcherische Kilchberg (plus 49 Prozentpunkte) und die Aargauer Gemeinde Ennetbaden (plus 45 Prozentpunkte), haben höhere Werte.

Auch die Städte Bern und Basel liegen in dieser Rangliste weit vorne, etwas moderater fällt die

den tertiären Abschlüssen in den Kantonen Zürich, Genf und Lausanne – und zwar meist an Seen und in der Nähe grosserer Städte. Diese Gemeinden gehören zu den wohlhabendsten und privilegiertesten der Schweiz, bieten gute Infrastruktur und Schulen. Das zieht viele Gutausgebildete an – insbesondere Expats.

Den Rekord hält die Genfersee-Gemeinde Tannay VS: Hier haben 78 Prozent der 25- bis 64-Jährigen einen tertiären Abschluss. Auf Platz 2 und 3 folgen mit jeweils 76 Prozent die Zürcher Seegemeinde Kilchberg sowie das waadtändische Saint-Sulpice, das ebenfalls am Genfersee liegt.

3 In Landgemeinden ist die Berufsschule Trumpf

Komplett anders sieht das Bild aus, wenn man die Gemeinden mit den höchsten Quoten auf Sekundarstufe II (meist Berufsschule) betrachtet. Von den 50 Gemeinden an der Spitze dieser Rangliste liegen fast alle im Emmental oder Berner Oberland. Einige wenige im Kanton Wallis. Es dominieren die Berg- und Randregionen. Die Berner Oberländer Gemeinde Habkern hat mit 73 Prozent schweizweit die höchste Quote in dieser Kategorie. Ähnlich hohe Werte erreichen mit jeweils 71 Prozent zwei weitere Berner Gemeinden – Walterswil und Kandergrund.

Eine Erklärung für diesen eklatanten Stadt-Land-Graben in der Bildung liefert eine Studie

der Universität Bern aus dem Jahr 2016. Sie zeigt, dass die lokalen Strukturen einer Region die Jugendlichen bei der Wahl ihrer Ausbildung beeinflussen. Das bedeutet: Je umfangreicher die regionalen Bildungs- und Ausbildungsangebote sind, desto höher ist die Wahrscheinlichkeit, dass Schülerinnen und Schüler eine allgemeinbildende Ausbildung wie das Gymnasium wählen. Umgekehrt führt ein eingeschränktes regionales Bildungsangebot dazu, dass die Wahrscheinlichkeit steigt, eine berufliche Grundbildung zu absolvieren.

4 Wenn die Volksschule dominiert, ist oft der Ausländeranteil hoch

In der Kategorie «ohne nachobligatorische Ausbildung» fallen alle 25- bis 64-Jährigen, die weder einen Abschluss auf der Sekundarstufe II noch eine tertiäre Ausbildung haben – also bilden die Volksschule besucht haben. Die Walliser Gemeinde Täsch weist hier den höchsten Anteil auf: Über die Hälfte (52 Prozent) der Einwohnerinnen und Einwohner verfügt über keinen nachobligatorischen Bildungsabschluss. In der Deutschschweiz verzeichnen auch Spreitenbach AG und Trimbach SO mit jeweils 36 Prozent sehr hohe Werte. Generell liegen viele Gemeinden mit hohen Werten in der französischsprachigen Schweiz.

Oft handelt es sich dabei um Gemeinden mit vielen Ausländerinnen und Ausländern sowie zahlreichen Arbeitsplätzen in der Gastronomie. Die Walliser Gemeinde Täsch zum Beispiel hat mit 61,5 Prozent schweizweit den höchsten Ausländeranteil. Und als einzige Schweizer Gemeinde lebt hier mit den Portugiesen eine ausländische Bevölkerungsmehrheit. In der Regel arbeiten sie im Tourismus im nahe gelegenen Zermatt. Einen sehr hohen Ausländeranteil weist auch Spreitenbach auf.

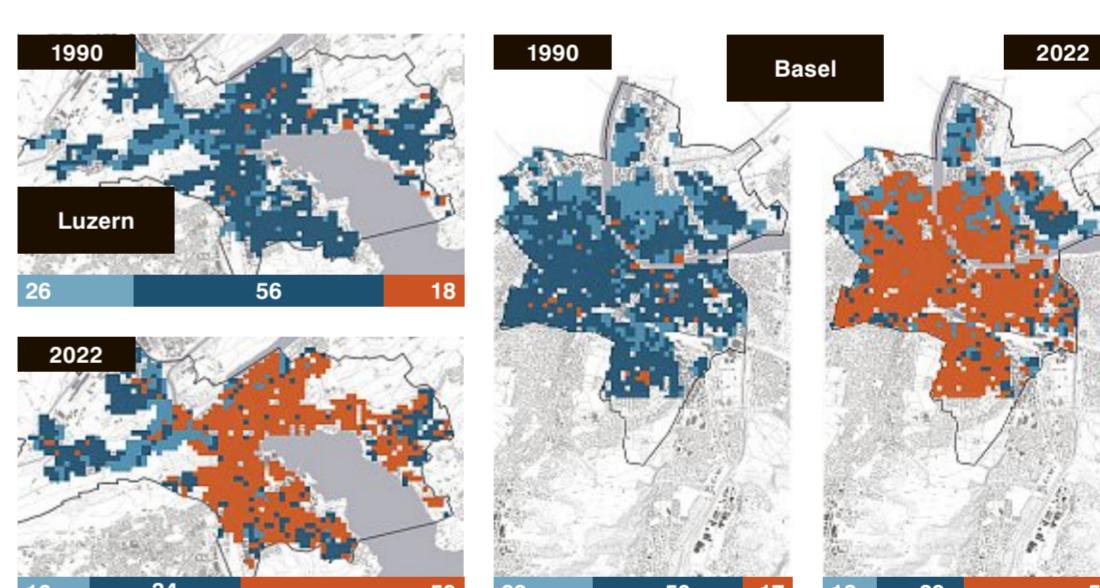
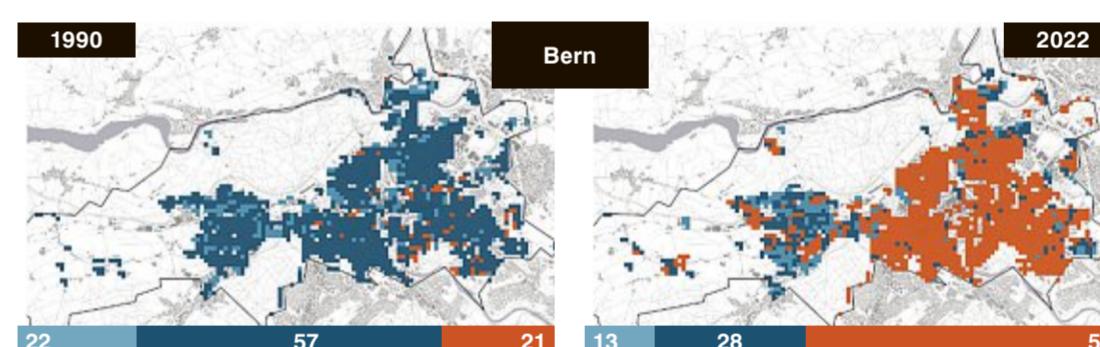
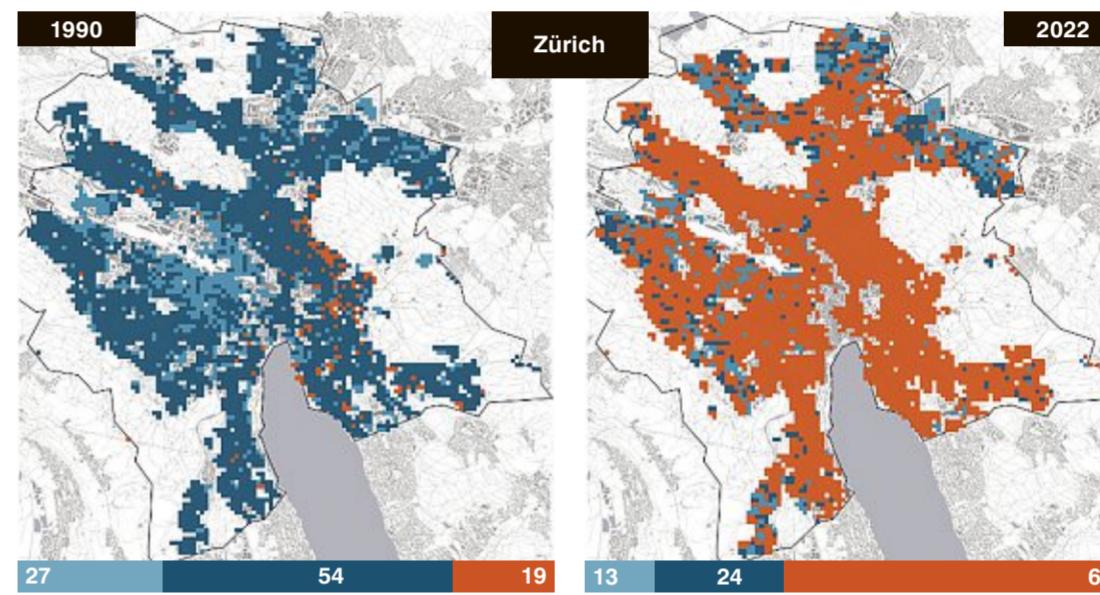
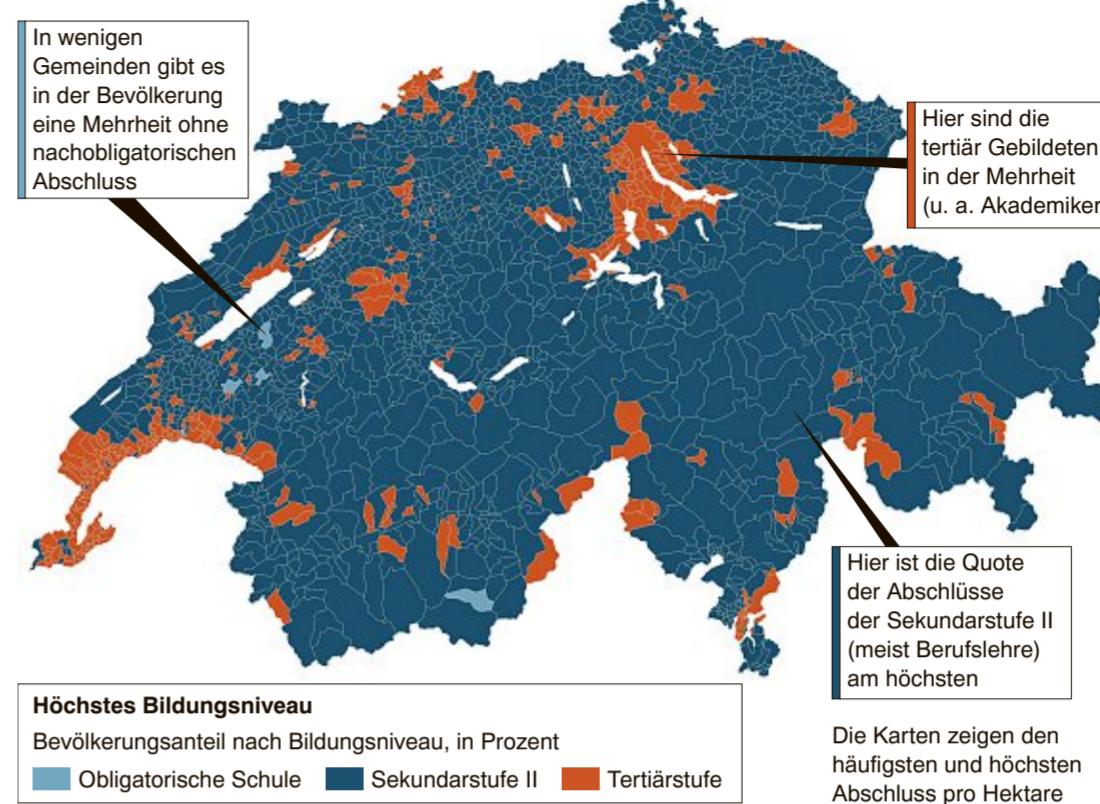
In den grossen Städten leben zwar auch viele Ausländerinnen und Ausländer – diese sind jedoch tendenziell besser ausgebildet als jene, die auf dem Land leben. Das erklärt, warum Städte wie Zürich und Genf trotz hohem Ausländeranteil tiefe Bevölkerungsanteile in der Kategorie nachobligatorische Ausbildung ausweisen.

5 Szenarien vom Bund zeigen: Die Bildungsexpansion geht weiter

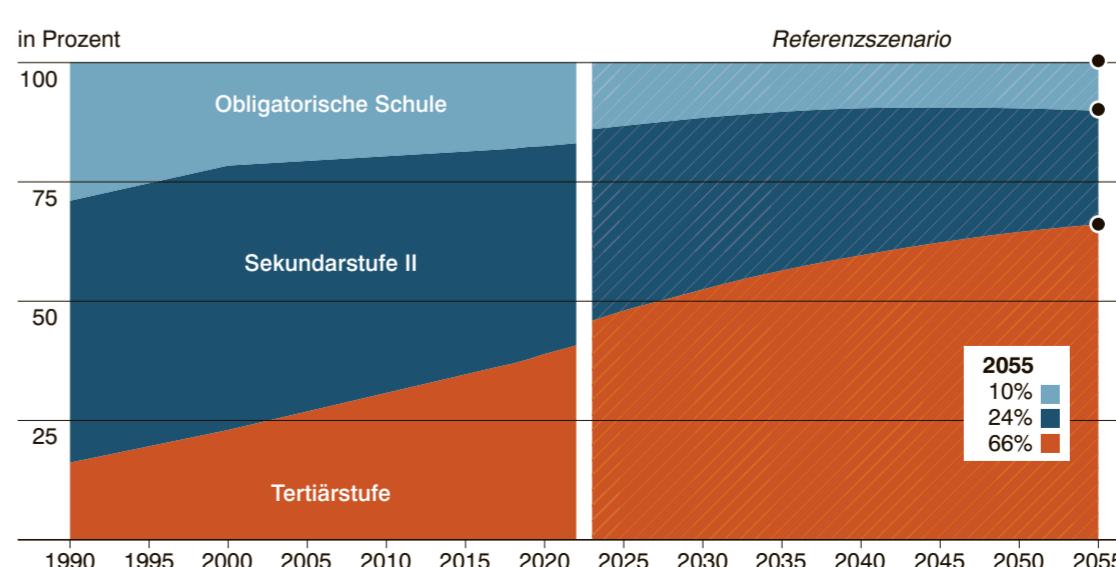
Dass in der Schweiz heute mehr Menschen eine tertiäre Ausbildung haben als noch vor 30 Jahren.



Entwicklung in den Städten: Akademiker sind jetzt in der Mehrheit



Entwicklung der höchsten Abschlüsse in der Schweiz



«Die Kinder auf dem Land sind nicht dümmer»

Rudolf Strahm Der Berufsbildungsexperte erklärt, weshalb ländliche Regionen aufholen werden.

Neue Daten vom Bund zeigen erstmals das detailliertere Ausmass der Bildungsexpansion in der Schweiz auf der Ebene jeder Gemeinde. Dabei offenbart sich ein grosser Stadt-Land-Graben: In den Städten leben fast nur noch Akademikerinnen und Akademiker, auf dem Land ist die Berufsschule viel verbreiteret. Der ehemalige SP-Nationalrat und Berufsbildungsexperte Rudolf Strahm ordnet im Interview die Zahlen ein. Und er erklärt, wie es zu diesem Graben in der Bildungslandschaft gekommen ist.

Herr Strahm, die neuen Daten vom Bund zeigen, wie die Bildungsexpansion seit 1990 jede einzelne Gemeinde erfasst hat. Für Sie als Berufsbildungsexperte ein Grund zur Freude?

Das ist sehr positiv. Und es zeigt, dass das schweizerische Bildungssystem in der Lage ist, auf den technologischen Wandel und die damit verbundene berufliche Spezialisierung zu reagieren. Das gilt insbesondere für die vielen Weiterbildungen, die in unserem System ein Leben lang möglich sind.

Zu den Gewinnern gehören also alle?

Grundsätzlich alle, die in diesem Umfeld eine berufliche Karriere machen, ja. Aber auch die Wirtschaft profitiert: Ohne diese berufsorientierte Bildungsexpansion wäre die Schweiz nicht so produktiv und international konkurrenzfähig.

Gibt es auch Verlierer?

Ja, schulisch schwächere und beeinträchtigte Menschen, die keine Berufsschule schaffen. Früher waren das die Handlanger in einem Betrieb im ersten Arbeitsmarkt. Heute braucht es solche Handlanger kaum mehr, weil es viel weniger repetitive Tätigkeiten gibt. Also landen sie im subventionierten Arbeitsmarkt, wo sie in einer geschützten Werkstatt betreut werden.

Aufgrund ist der Stadt-Land-Graben. Verkürzt gesagt: Die Akademiker leben in den Städten.

Und wer eine Berufsschule gemacht hat, auf dem Land. Warum ist das so?

Die eine Erklärung für diesen Graben ist ein Auseinanderdriften der Branchen: In der Stadt dominieren immer mehr die hoch produktiven Dienstleistungsunternehmen und die staatliche Administration. Das Gewerbe und die gewerblich-industriellen KMU wurden aufs Land abgedrängt. Letztere können in den Städten räumlich meist gar nicht expandieren, und es ist zu teuer.

Und was begünstigt den Graben noch?

Eine kulturelle Spaltung. Die akademische Elite in den Städten drängt ihre Kinder ebenfalls in eine akademische Ausbildung. Entsprechend wird diese gefordert. Der Ehrgeiz der Lehrpersonen besteht darin, möglichst viele ins Gymnasium zu schicken. In den grossen Städten ist die Berufsschule oft mit einem gewissen sozialen Stigma behaftet.

Warum ist das in ländlichen Gemeinden anders?

Die wirtschaftliche Elite auf dem Land im Gewerbe und in den KMU hat die eigene Karriere oftmals auch mit einer Berufsschule angefangen und sich dann weitergebildet. Daher ist das Prestige der Lehre auf dem Land nach wie vor gross. Auf dem Land sind die Kinder nicht «dümmer», die praktische Intelligenz wird dort einfacher höher geschätzt. Und der Ehrgeiz der Lehrpersonen besteht darin, möglichst viele in eine gute Berufsschule zu bringen.

Szenarien des Bundes rechnen für das Jahr 2055 mit einer Tertiärquote von fast 70 Prozent. Die Bildungsexpansion geht also weiter.

Das steht ausser Frage. Ich denke aber nicht, dass in erster Linie die Zahl der Akademikerinnen und Akademiker steigen wird. Ausser bei den Ärzten oder in Ingenieur- und Informatikberufen (Mint-Berufe) gibt es ja kaum mehr einen Mangel. Der Arbeitsmarkt verlangt heute Berufslehrer plus Weiterbildungen. Daher gehe ich davon aus, dass das Tertiärwachstum vor allem bei den höheren Berufsbildung und bei den Fachhochschulen passieren wird. Das sind heute im Privatsektor die begehrtesten Fachkräfte und mittleren Kader.

Und was bedeutet diese zunehmende Bildungsexpansion für den Stadt-Land-Graben?

Ich vermute, die kulturelle Spaltung, wie ich sie beschrieben habe, bleibt bestehen. Gleichzeitig erleben wir aber, dass handwerkliche Berufe eine Aufwertung erfahren. Selbst akademische Eliten schätzen es, wenn der Arbeiter die Heizung wieder in Gang bringt oder das Auto repariert. Das wird sich auch bei den Löhnen zeigen. Es wird eine Angleichung geben zu den Löhnen von Hochschulabgängern. Das Land holt auf.



Berufsbildungsexperte
Roland Strahm

Foto: Franziska Rothenbühler

Dominik Balmer